

5^{ème} Concours d'éloquence de la jeunesse mauritanienne pour les droits de l'Homme

مسابقة فصاحة الشباب الموريتاني لصالح حقوق الإنسان

Mercredi 2 juin 2021
Nouakchott

الأربعاء 2 يونيو 2021
أنواكشوط



**institut international
des droits de l'Homme
et de la paix**


**AMBASSADE
DE FRANCE
EN MAURITANIE**
*Liberté
Egalité
Fraternité*

**INSTITUT
FRANÇAIS**
MAURITANIE

aefe
Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger



Conception et réalisation : Institut international des droits de l'Homme et de la paix - Mai 2021

Directeur de publication : Alain Tourret

Coordination : Jonas Bochet - Clémence Bisson - Frédéric Olivo - Stéphane Girard

Mise en page : Eve Mesnil Letellier

Relecture : Clémence Bisson - Eve Mesnil Letellier

Traduction : Mohamed Ba

L'élaboration de ce recueil de plaidoiries et la réalisation du Concours sont le fruit d'un travail collectif de l'équipe de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix et des partenaires associés.

Ce livret a été imprimé avec le soutien financier du SCAC - Ambassade de France en Mauritanie.

Les organisateurs du Concours n'entendent donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises par les candidats ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

5^{ème} Concours d'éloquence de la jeunesse mauritanienne pour les droits de l'Homme

Mercredi 2 juin 2021

Le Concours d'éloquence de la jeunesse mauritanienne pour les droits de l'Homme est organisé depuis 2017 par le Lycée Français Théodore Monod de Nouakchott et l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, avec le soutien de l'Ambassade de France en Mauritanie, de l'Agence pour l'Enseignement du Français à l'Étranger et de l'Institut Français de Mauritanie.

Pour cette cinquième édition, 26 plaidoiries ont été envoyées par 55 jeunes âgés de 14 à 18 ans. Cinq établissements scolaires y participent dont le Lycée Les Méharées, le Lycée Français Théodore Monod et trois nouveaux établissements : l'Écllosion, Cheikh Moussa et El Vaïda.

10 plaidoiries ont été retenues pour la finale mercredi 2 juin 2021 à l'Institut Français de Nouakchott.

Le concours d'éloquence permet de diffuser une culture des droits de l'Homme parmi la jeunesse mauritanienne et de mettre en lumière les mécanismes de dénonciation des violations des droits de l'Homme. Grâce à ces avocats en devenir, le public présent ainsi que les lecteurs de ce recueil sont confrontés à des situations souvent méconnues mais toujours révoltantes.

Sommaire

« Des vies innocentes en détresse »	
Metou DIENG	p.7
« Silence on viole »	
Elsa REAICH	p.11
« Des enfances massacrées et des avenir brisés ! »	
Mekfoula TALEB.....	p.15
« Le scandale de la zina »	
Lalya SYLLA et Fatimata DIENG	p.19
« Une inculpation sur fond de discriminations raciales »	
Binta GUISET et Safietou SY	p.23
« Le droit à l'éducation »	
Fatou MAREGA	p.27
« L'excision en Mauritanie, un rite barbare »	
Clémence GOMBAULT et Nabilla FRONING	p.31
« Vian, née yezidie »	
Fahd RADOUANI	p.35
« Un enfant sans enfance »	
Sakina MOULAYE ABD EL MOUMEN	p.39
« Pour une Mauritanie plus juste »	
ZEIN CHEMAD et MOULAY ET MEDHI Hachim	p.43

« Des vies innocentes en détresse »

Metou DIENG

La violence envers les enfants désigne toute forme de mauvais traitements physiques, psychologiques ou sexuels ou d'absence de soins qui cause une blessure ou un dommage psychologique à un enfant. L'abus de pouvoir ou de confiance fait partie des types de violences envers les enfants.

Mesdames et messieurs, les membres du jury.

J'ai décidé de parler de la violence envers les enfants. Ce choix peut paraître commun, mais je trouve qu'on se doit d'y revenir car on n'en parle pas assez et que, de manière générale, ce problème ne s'estompe pas. Les enfants peuvent être plus facilement marqués par des événements choquants. Lorsque l'un d'entre eux en subit, il ne peut en parler et si c'est le contraire, ses paroles ne sont parfois pas prises au sérieux.

La violence à l'encontre des enfants couvre toutes les formes de violences subies par les personnes jusqu'à l'âge de 18 ans.

Elles peuvent être psychologiques, faites par la famille du mineur, physiques, ou encore être un abus sexuel ou encore être une négligence envers un mineur. Durant l'enfance, ces violences ont un impact sur la santé et le bien-être pendant toute la durée de la vie.

On estime que, dans le monde, jusqu'à 1 milliard d'enfants de 2 à 17 ans ont subi des violences et, avec la situation actuelle, ce chiffre ne cesse d'augmenter.

En Mauritanie, la plupart des enfants sont confrontés à de nombreuses difficultés qui constituent un obstacle à leur développement et leur plein épanouissement. Notamment certaines catégories d'enfants, c'est-à-dire les plus démunis qui sont ceux de la rue, les mendiants, les enfants au travail, les enfants handicapés...

Un exemple, de nombreux enfants mauritaniens sont également envoyés par leurs parents dans des écoles spéciales afin d'être « redressés ». Ces enfants sont hébergés dans des écoles coraniques non formelles appelées mahadras qui dispensent une éducation islamique. En raison des mutations sociales et économiques dans le pays, le coût de l'éducation islamique a augmenté et la générosité (don en matériel/repas) ne suffit plus pour subvenir aux besoins des élèves. Ces mutations ont un impact direct sur la qualité de vie des jeunes élèves qui se voient

parfois dans l'obligation de mendier pendant des heures afin de donner à leur maître coranique une somme journalière, au risque de subir de mauvais traitements.

Ces enfants subissent diverses choses contraires à leurs droits. Les enfants qui sont souvent abandonnés par leurs parents aux mahadras ou écoles coraniques et sont donc contraints d'y rester. Souvent maltraités physiquement. Je vous présente le témoignage d'un de ces enfants à qui la justice n'a pas été rendue.

« ATAR, Mauritanie, 6 mai 2009

Dès les premières heures après son arrivée à la mahadra de Atar, Ahmed a été battu plusieurs fois. Il a souffert chaque jour au cours des quatre mois qui ont suivi. Son « Cheikh », ou professeur, utilisait toutes sortes d'outils différents pour le punir ainsi que ses amis. Certains des garçons qui étaient considérés comme des auteurs de troubles étaient attachés à des troncs d'arbre et laissés ainsi pendant des heures, souffrant de chaleur et de faim.

« Je prie Allah de ne plus jamais avoir à porter ma chemise déchirée pour couvrir les cicatrices sur mon dos » déclare Ahmed. »

Dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres, le châtiment corporel est étendu aux mahadras et aux écoles primaires séculaires et dans les familles. Il est considéré comme une méthode éducative convenable et efficace et parfois sans limite. Quelques gifles par-ci et par-là, deviennent des coups et mènent à une maltraitance qui provoque un traumatisme, et de graves problèmes/dommages à ces mineurs.

Mesdames et Messieurs les membres du jury, c'est pour cela, qu'il faudrait appliquer les lois en Mauritanie afin d'éviter ces violences inutiles et abjectes.

Il n'existe pas seulement ce type de violence, dans ce pays. On retrouve souvent des abus sexuels envers des mineurs (principalement des filles), jamais jugés. Souvent les victimes deviennent des suspects, et la justice ne les aide pas.

Je vous présente à présent le deuxième cas, qui témoigne celui d'une mineure qui a subi l'une de ces violences et à qui la justice n'a jamais été rendue.

« En juillet 2016, « Rouhiya », alors âgée de 15 ans, a fui son père qui abusait d'elle sexuellement pour chercher refuge chez un homme de 23 ans qui lui avait promis de l'épouser. Peu après, a-t-elle rapporté, cet homme l'a enfermée, droguée et violée collectivement, avec trois autres hommes. Rouhiya est restée en captivité pendant deux semaines

jusqu'à ce que la police la trouve et la ramène au domicile dont elle avait tenté de s'échapper. Dans sa déclaration à la police, Rouhiya a révélé qu'elle connaissait un des agresseurs. Les policiers l'ont alors arrêtée et envoyée à la prison nationale pour femmes en l'accusant d'avoir eu des relations sexuelles hors mariage (zina). « Je leur ai demandé : Mais pourquoi ? Qu'est-ce que j'ai fait de mal ? », a rapporté Rouhiya. « Ils m'ont dit de garder le silence et de ne pas poser de questions. »

Article 16 de la Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant : Protection contre l'abus et les mauvais traitements : « Les Etats parties à la présence Charte prennent des mesures législatives, administratives, sociales et éducatives spécifiques pour protéger l'enfant contre toute forme de tortures, traitements inhumains et dégradants, et en particulier toute forme d'atteinte ou d'abus physique ou mental, de négligence ou de mauvais traitements, y compris les sévices sexuels, lorsqu'il est confié à la garde d'un parent, d'un tuteur légal, de l'autorité scolaire ou de toute autre personne ayant la garde de l'enfant. »

Article 10 de la loi constitutionnelle n°2012-015 : « Le fait de soumettre un enfant à des tortures ou à des actes de barbarie est puni de six ans de réclusion criminelle. »

Malgré ces paroles prometteuses, en Mauritanie, peu de mineurs survivants d'agressions sexuelles osent s'exprimer. Ceux qui, comme Rouhiya, les dénoncent aux autorités doivent se frayer un chemin dans un système dysfonctionnel qui décourage les victimes de porter plainte, peut leur valoir d'être à nouveau traumatisés ou punis, en plus du manque de services adéquats d'aide aux victimes.

Mesdames, messieurs les membres du jury, chers spectateurs.

Les violences envers les enfants ont divers impacts et peuvent entraîner des morts, provoquer des blessés graves, entraîner des troubles du développement du cerveau et du système nerveux. Pour stopper toute cette violence envers ces jeunes gens, nous devons rigoureusement appliquer les lois qui les défendent ainsi qu'apporter un arsenal adéquat d'aide aux victimes. C'est ainsi que nous préservons l'égalité des chances entre tous les enfants de ce pays, ce qui est un droit.

Merci de votre attention.

Metou DIENG

« Silence, on viole ! »

Elsa REAICH

Mesdames et messieurs les jurés.

Je m'adresse à vous aujourd'hui pour soutenir une cause qui me tient extrêmement à cœur. Je suis heureuse de plaider devant cette respectable assemblée car je m'adresse à des hommes et des femmes mais spécialement et avant tout à des êtres humains capables d'être compatissants et de comprendre l'amertume que ressentent les femmes lorsqu'elles sont soumises à des atteintes à leurs droits et peuvent prendre très souvent de nombreuses formes telles que le viol, le harcèlement, l'agression, etc. Comme vous l'avez compris je suis ici présente pour dénoncer les violences sexuelles envers les femmes qui sont malheureusement bien trop fréquentes et régulièrement passées sous silence. La violence sexuelle peut avoir de nombreux visages, et il est parfois difficile de la gérer et de l'arrêter. Il peut s'agir de viol, de harcèlement répété ou occasionnel, d'exhibitionnisme ou d'attaques plus générales. Les chiffres sont également choquants, en particulier pour les violences faites aux femmes. Une femme sur 10 a subi des violences sexuelles au cours de sa vie, alors que 90% des victimes n'ont pas porté plainte. D'après la République Française, « plus de 220 000 personnes seraient victimes chaque année de viol, de tentative de viol ou d'agression sexuelle en France. Or la justice n'a prononcé en 2018 que 966 condamnations pour viol et 4631 pour agressions sexuelles ». Non seulement les victimes sont extrêmement nombreuses mais ce n'est pas tout puisque parmi ces victimes de violences sexuelles, il y a des mineures, des jeunes femmes de 13 ans voire encore des petites filles qui se font agresser. Selon une étude de l'Institut national d'études démographiques : « Un enfant sur cinq serait victime de violences sexuelles en France ». Ces estimations sont effrayantes et démontrent l'ampleur d'un phénomène trop longtemps ignoré ce qui donnait le sentiment de l'impunité à leurs auteurs. Les mentalités changent peu à peu et les langues des victimes se délient doucement ou avec fracas comme lors de la sortie du livre la « Familia Grande ».

Mesdames et messieurs,

Pour certaines victimes, plus ordinaires, que les médias laissent de côté, nous devons leur prêter notre voix. Carole est une jeune femme actuellement âgée de trente-sept ans, elle vit en Touraine. Elle raconte son expérience. En juin 2020, lorsqu'elle rentre chez elle après une soirée

entre amis, elle est sauvagement agressée par un individu entré par effraction dans sa chambre. L'homme cagoulé est en train de cambrioler son appartement. Celui-ci se jette sur elle la violente et l'attache. « J'ai d'abord essayé de me débattre mais je n'ai rien pu faire » se rappelle la jeune femme au bord des larmes et tremblante. Les yeux bandés elle vit un calvaire. L'individu la viole : « J'ai tout perdu en une nuit » explique Carole. Le traumatisme de cette soirée, elle doit apprendre à vivre avec. Mais se reconstruire est un parcours du combattant. Trouver de l'aide aussi. Et elle le comprend très vite. Assise au bord de son canapé les jambes croisées, Carole cherche ses mots. Elle trouve finalement le courage nécessaire pour nous livrer un témoignage bouleversant en sortant du silence. Après la scène de violences, l'agresseur la laisse et repart avec sa carte bancaire et quelques objets. Elle appelle son père et un ami qui préviennent la police. Pour elle le cauchemar n'est pas fini. « La situation était tellement violente et inimaginable c'était digne d'un film... Forcément la police a eu du mal à me croire au départ » raconte-t-elle la gorge nouée. « Certaines de leurs questions me donnaient l'impression que j'avais une part de responsabilité dans ce qu'il m'était arrivé », poursuit la jeune femme. L'individu a filmé une partie du viol. C'est cette vidéo qui a permis aux policiers de retrouver sa trace. Les empreintes ADN de l'individu sont également retrouvées partout dans l'appartement. Ceci dit la prise en charge après l'agression n'a pas été assez efficace et régulière. L'association France Victimes 37 qui accompagne les victimes d'infractions pénales va lui apporter un soutien psychologique important. Carole bénéficiera ainsi de 10 séances hebdomadaires, une méthode qui associe les mouvements des yeux de la personne aux images mentales qui lui rappellent la scène traumatisante. Aujourd'hui, Carole ne bénéficie plus d'aucune prise en charge ni de suivi psychologique. Cependant, Carole tient à dénoncer un manque de prise en charge sur la durée des personnes ayant vécu un événement traumatique : « Ce qui est révoltant, c'est que en tant que victime on n'a pas assez d'aide, ni d'écoute suffisante. Par contre notre agresseur en prison on lui offre une aide psychologique. Pendant de longs mois la jeune femme n'arrive plus à rester seule. Elle quitte son travail, son club de sport, vend son appartement pour s'installer en colocation avec une amie : « En tant que victime c'est à nous de changer de vie pour aller mieux ».

Mesdames et messieurs,

Il est primordial de se poser cette question, quelles sont les conséquences d'un abus sexuel vécu dans l'enfance sur la vie conjugale des victimes à l'âge adulte ? Est-ce normal qu'aujourd'hui des femmes, des jeunes

filles, aient ce sentiment d'insécurité ; de peur, d'effroi, de crainte, est-ce normal que ces femmes devant marcher la tête haute se retrouvent à la baisser lorsqu'elles passent devant un homme par peur de croiser son regard ? Eh bien, il y a des conséquences plus ou moins sévères en fonction des cas, peuvent survenir dans tous les pans de la vie de l'enfant victime devenu adulte ; notamment sa vie affective et sexuelle. Des conséquences très courantes sont généralement les difficultés à faire confiance à l'autre, à avoir confiance en soi et en ses ressentis, méfiance envers le conjoint, surtout si celui-ci est du même sexe que l'abuseur, sentiments ambivalents d'amour et de haine, de désir et de dégoût... De plus, comme nous le dit l'article 1 de la Déclaration Universelle des Droits De l'Homme : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. » Et ces femmes sont considérées comme vulnérables, plus faibles, soumises à des hommes aux pensées malsaines. De même, l'article 3 de la DUDH nous explique notamment que « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ». Est-ce que ces femmes se sentent libres ? Est-ce qu'elles se sentent en sécurité ? N'a-t-elle pas droit à la sûreté de sa personne ? Pourquoi un homme, humain comme elle, devrait lui enlever cela, faire disparaître cette sûreté à travers des violences, des actes non consentis qui viennent blesser, toucher, et anéantir une pauvre femme à jamais.

Mesdames et messieurs les membres du jury,

Il est temps de se mobiliser tous ensemble, et de dénoncer toutes ces violations des droits de l'Homme. Le 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, profitons-en et manifestons-nous contre ces attitudes immorales et inacceptables.

Elsa REAICH

« Des enfances massacrées et des avenir brisés ! »

Mekfoula TALEB

Mesdames et messieurs les jurés, je suis fière, honorée, de plaider, devant vous, une cause qui me tient à cœur : celle des enfants soldats.

On dénombre, 300 000 enfants soldats répartis dans plus de 30 conflits à l'échelle de la planète. Mais, en fait, qui peut savoir ? En Somalie, en République Démocratique du Congo, en Ouganda, au Nigéria, au Soudan du Sud, en Erythrée et plus proche de nous encore, au Mali voisin... Combien sont-ils, ces gamins, écartés des salles de classe et des terrains de football, portant un AK-47 en bandoulière plutôt que leur cartable ?

Ce que l'on peut mesurer, par contre, c'est l'impact de la guerre sur les enfants et celui, particulièrement destructeur, de leur participation à un conflit meurtrier. Ils sont recrutés, contraints, par la nécessité, souvent, et forcés, toujours, pour servir dans les rangs d'armées non-étatiques, de groupes paramilitaires ou terroristes. Ils sont, alors, chargés de surveiller les postes de contrôle, de cuisiner, de faire les courses, de porter des messages... Ou bien encore d'espionner pour le compte d'un chef rebelle. Comme leur vie ne pèse guère pour ceux qui les exploitent, les enfants sont utilisés comme poseurs de mines ou démineurs, bref, de la vraie chair à canon. Enfin, entraînés à manier les armes, ils deviennent des combattants. Les jeunes filles ne connaissent pas un sort plus enviable. Mariées de force, elles portent les enfants non-désirés des chefs de guerre, violées, vendues, elles sont exploitées sexuellement et deviennent pour la troupe, un défouloir. Ces enfants soldats, garçons ou filles, dépossédés de leur enfance, massacrée, à jamais perdue, voient également leur futur se rétrécir et leur avenir brisé ! Car pour ces enfants, le cauchemar ne s'arrête pas avec la fin des hostilités ou leur libération des mains des groupes rebelles et autres milices. La question de la protection de leurs droits est aussi fondamentale au moment de leur retour dans leur village, dans leur foyer que lors de leur enrôlement forcé ou de leur enlèvement par des adultes toxiques et peu scrupuleux. Plusieurs fois victimes, ils sont traumatisés par la séparation d'avec leur famille, leur expérience de la guerre, ce qu'ils ont vu, enduré, souffert, les crimes qu'ils ont, eux-mêmes, commis... Les poursuivent jusque dans leur sommeil dont les rêves sont chassés. Mais ce n'est pas tout ! Démobilisés, privés de repères, de bagages scolaires, sans formation pour reprendre leurs vies en mains, ils sont souvent rejetés par leur communauté, par leur famille lorsque celle-ci n'a pas disparue dans le conflit, assassinée

ou réfugiée quelque part dans une région éloignée. Ils font peur, honte ou bien les deux à la fois. Victimes, d'Etats, d'institutions internationales incompetentes pour prévenir leur drame et empêcher leur engagement dans un conflit armé et sanguinaire, ces enfants doivent, encore, affronter la justice de ces Etats incapables de les protéger au moment où ils en ont le plus besoin ! Victimes de la folie des adultes, on ne leur reconnaît aucune circonstance atténuante, ils sont accusés, désignés coupables !

Je pense à ces garçons, portant les couleurs des groupes islamistes, Ansar Dine, Al Qaida au Maghreb islamique (AQMI), prisonniers de l'armée régulière malienne et exhibés, comme prise de guerre, à la télévision nationale, après le coup d'État de 2012. Sans doute, après cela, ont-ils été emprisonnés avec d'autres combattants adultes, sans aucune protection juridique ?

Je pense à Dominic Ongwen. Recruté à l'âge de 9 ans, par l'Armée de Résistance du Seigneur, ougandaise. Battu, affamé, réduit en quasi esclavage, puis drogué, obligé à participer aux pires atrocités, viols, assassinats de masse... Victime, donc d'embrigadement, de manipulations, de traitements barbares et inhumains, enfermé dans une spirale infernale... Mesdames et messieurs, je vous le demande, quel choix avait-il ? Pourtant, en ce début d'année, Dominic Ongwen a été condamné par la Cour Pénale Internationale. Ces exemples, et il y en a des centaines, montrent bien l'ampleur du désastre... Des enfances massacrées, des avenir brisés !

Comment ne pas être choqué, scandalisé par tant d'injustices ?

Mesdames et Messieurs les jurés, vous qui êtes probablement parents... Ignorer ces destins fauchés à la fleur de l'âge, c'est nier les droits de ces enfants à une existence « normale », l'existence à laquelle, chacun d'entre eux, a droit. C'est ce que rappellent la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies et le droit international relatif aux droits de la personne : « Aucun enfant de moins de 18 ans ne peut être enrôlé dans des forces armées gouvernementales ou dans des groupes rebelles armés, milices, gangs », groupes terroristes ou révolutionnaires. Ne pas les accompagner au moment de leur retour dans leur communauté, c'est comme détourner le regard d'une noyade et passer son chemin sans porter secours, c'est un crime de non-assistance à une personne en danger !

Avec l'accroissement des tensions régionales pour l'accès à l'eau, aux pâturages... Avec la multiplication des tensions interétatiques autour des ressources stratégiques, hydrocarbures, minerais ou celles des conflits

à caractères ethniques, la menace grandit pour les mineurs plongés dans le chaos et la détresse économique. Car, en effet, bien que leur nature et leurs enjeux soient tous différents, ces conflits ont un point commun : la situation des populations civiles qui sont de plus en plus ciblées par les violences. Parmi elles, ce sont les femmes et les enfants, les plus vulnérables et exposés aux crimes de guerre. C'est alarmant ! Les Nations Unies rapportent qu'un enfant sur six, soit 357 millions de filles et de garçons, vit dans une région du monde touchée par la guerre ou par des conflits armés. Dans ce contexte, on estime que le nombre d'enfants forcés à faire la guerre a augmenté de 75% au cours de ces dix dernières années. Vous avez bien entendu, 75%. Autant d'enfants de plus. Pablo, Dominique, James, David, Gabriel, Marc, Rose, Ali, Moussa, spoliés de tout !

Mesdames et messieurs les jurés, cette question est brûlante ! Le Conseil de Sécurité doit tout faire pour empêcher le recrutement des enfants soldats, tout faire pour réparer ces milliers de jeunes martyrisés. Leur cauchemar doit cesser et ils doivent reprendre leurs droits ! Leur droit à l'égalité, celle de pouvoir, comme les autres jeunes adultes, apprendre un métier, pouvoir, enfin, bénéficier de l'attention nécessaire à leur épanouissement, avoir accès à un emploi, à un logement et à des soins médicaux appropriés. Et bien entendu, pouvoir bénéficier de la compréhension de la Société. Pour tous les autres enfants, l'obligation de les protéger contre toute forme de cruauté, de négligence et d'exploitation.

Mekfoula TALEB

« Le scandale de la zina »

Lalya SYLLA et Fatimata DIENG

Mesdames et messieurs les jurés, nous sommes ici, aujourd'hui, pour vous parler d'un sujet qui touche 45% des femmes partout dans le monde. Le viol.

Le viol ne s'arrête pas aux frontières de la Mauritanie comme voudrait le laisser penser le traitement qui est réservé aux affaires de viol dans notre pays. Ce pays où le code pénal repose sur la « charia » et où les juges, des hommes, sont omniprésents. En Mauritanie un homme ayant une formation coranique peut devenir juge, tandis qu'une femme ayant effectué la même formation n'est pas autorisée à faire partie de la magistrature. Il y a donc discrimination et absence d'égalité. Cet état de fait nuit aux femmes victimes d'agression sexuelle. Être obligée de raconter des violences aussi brutales qu'un viol à un public masculin, que ce soit au poste de police, au moment de porter plainte ou lors du passage devant un magistrat, ajoute à la détresse des femmes. Imaginez, le malaise intense que peut ressentir une femme, musulmane de surcroît, qui se sent souillée et qui doit raconter à un homme, souvent peu réceptif et compatissant, ce qu'elle a enduré. Sans parler de la pudeur inscrite dans les gènes des mauritaniens pour qui la sexualité est un tabou. Son malaise est amplifié, lorsque, cette femme violée comprend que dans la loi mauritanienne, rien n'est prévu pour lui venir en aide. Les avocats déplorent, d'ailleurs, que les condamnations soient rares et aléatoires et qu'elles dépendent de la sensibilité du juge. Cet arbitraire repose sur le fait que les textes du droit mauritanien sont imprécis, flous. L'absence de justice pour les victimes est remplacée par des arrangements amiables, négociés entre famille de l'agresseur et famille de la victime souvent, sans prise en considération de l'intérêt de la victime, de sa souffrance et de son besoin de justice.

Très souvent, encore, les juges qualifient le viol subi par une femme ou une jeune fille de zina. Ce qui désigne le fait d'avoir des relations hors mariage, relations complètement prosrites en Mauritanie et passibles d'emprisonnement. La victime se retrouve, alors, accusée et coupable et risque la prison. Les condamnations pour zina sont nombreuses et les prisons mauritaniennes ne comptent plus les détenues femmes incarcérées pour ce motif. Car pour les juges islamiques, les victimes d'agressions sexuelles sont à 50% responsables de leur viol.

Mesdames et messieurs les jurés, prenez conscience alors, qu'une

femme violée en Mauritanie peut se retrouver, à égalité de traitement, avec son agresseur sur le banc des accusés ! Quel scandale ! C'est le scandale de la zina ! La prison, pour avoir subi l'acte le plus odieux et lâche qui soit, un viol accompagné de coups et de blessures. La prison pour celle qui, dans une société conservatrice et traditionaliste, a perdu sa virginité hors mariage et qui se faisant, a déshonoré sa famille. Malgré ce risque énorme, certaines femmes courageuses portent plainte mais elles finissent la plupart du temps emprisonnées pour zina, ou alors victimes d'un système incompétent, ce qui représente pour ces jeunes femmes une double peine.

La justice n'est d'aucun secours pour les victimes, elle les enfonce ! Il ne faut pas, non plus, que les femmes et les filles comptent sur le soutien familial. Dans de nombreux cas, il n'existe pas ! L'humiliation est trop grande ! Des relations hors mariage, mêmes non consenties, sont suffisantes pour bannir la femme violée, bafouée, meurtrie. Aux yeux de tous, elle n'est pas une victime mais une coupable ! Mariame agressée à 20 ans par un chauffeur de taxi, en a, elle aussi payé le prix ! Consciente des lacunes du système judiciaire et du poids de la société et des traditions, elle a caché son agression, jusqu'au jour où à huit mois de grossesse, elle a dû expliquer pourquoi elle était enceinte. Croyant trouver un peu de compassion auprès de sa mère, elle lui raconte son viol, sa peur panique de mourir ce soir-là et la douleur. Sitôt recueillie, la confession de Mariame est rapportée au père de famille qui pris d'une rage folle contre sa fille, ne veut plus d'elle sous son toit, il la livre au commissariat. Il insiste même pour qu'elle soit emprisonnée sur le champ ! Sa fille, est une honte, un déshonneur, elle a eu des relations sexuelles hors mariage.

Nous aurions pu aussi vous raconter, l'histoire de Rouhiya. Là où certains ne voient qu'un fait divers sordide, elle incarne le non-sens que représente la zina. Victime de relations incestueuses et de violences de la part de son propre père. Elle vit, ensuite, un cauchemar, lorsqu'un homme la séquestre, la drogue, abuse d'elle sexuellement et, comble de l'horreur, partage son crime avec trois autres hommes. La captivité de Rouhiya et son calvaire durent plusieurs semaines jusqu'à ce que la police la trouve et la ramène au domicile parental. Mais rapidement, les policiers l'arrêtent. Accusée de zina, elle est emmenée à la prison nationale pour femmes.

La criminalisation des victimes et l'absence de sanction pour les violeurs, sont des facteurs qui favorisent l'augmentation des violences à caractère sexuel. Le nombre de viols est passé de vingt-cinq à soixante-quinze pourcent ces dernières années. Les violeurs peuvent dormir

tranquille, le nombre de condamnation est stable, c'est-à-dire proche de zéro ! En Mauritanie, les survivantes de viol n'ont personne vers qui se tourner. Ni famille, ni institution. L'Etat manque à tous ses devoirs. Avec un seul médecin légiste en exercice dans le pays et sans refuge pour accueillir les victimes de viol, les femmes et les filles peuvent se sentir perdues et abandonnées au moment de traverser une expérience aussi traumatisante. Pire encore, les survivantes de viol peuvent être arrêtées et poursuivies pour avoir eu des relations sexuelles hors mariage, par exemple si une femme victime de violence sexuelle décide de signaler une agression sexuelle sans pouvoir prouver leur absence de consentement elles sont alors accusées de zina et arrêtées.

Pour lutter contre cette injustice, nous devons tous et toutes nous lever et dire notre indignation ! L'Etat doit respecter ses engagements internationaux en s'engageant pleinement dans la lutte pour l'élimination des violences faites aux femmes mauritaniennes. Il doit favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, enseigner la notion de consentement à l'école. Car, oui, il serait temps, que les écoles mauritaniennes respectent la législation et dispensent les cours obligatoires d'éducation à la sexualité. L'Etat doit mettre en place des programmes d'accompagnement des femmes victimes de viol. Ce dispositif, suppose que l'Etat investisse dans la santé et la prévention. Mais surtout, en mettant un terme au scandale de la zina, en inscrivant dans la loi la criminalisation du viol.

Lalya SYLLA et Fatimata DIENG

« Une inculpation sur fond de discriminations raciales »

Binta GUISET et Safietou SY

Mesdames, messieurs, chers membres du jury, cher public.

Si je m'adresse à vous c'est pour dénoncer les discriminations raciales dans notre pays.

La discrimination raciale désigne tout acte ou pratique qui, au nom d'une particularité physique, de l'appartenance ethnique ou religieuse ou d'une caractéristique culturelle, discrimine une personne de manière injustifiée ou met en danger sa vie. En Mauritanie, les discriminations se font clairement voir entre les negro-mauritaniens, les maures et surtout à l'égard de la communauté harratine. Notre client appartient à cette dernière.

Les autorités mauritaniennes n'ont pas pris les mesures qui s'imposaient face aux violations flagrantes des droits de l'homme à l'égard des populations afro-mauritaniennes entre 1989 et 1991. D'après le rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance plus de 300 000 personnes ont été contraintes de fuir à l'étranger, ont été déplacées ou réparties au cours de cette période. Plus de 3 000 ont été arrêtées et 500 victimes d'exécutions illégales principalement au sein de la communauté afro-mauritanienne. En 2000, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples a considéré que les autorités mauritaniennes étaient responsables de violations graves et massives des droits de l'Homme, en particulier de la discrimination pour des motifs ethniques, la torture, la détention illégale, les exécutions extrajudiciaires et l'expulsion en masse d'Afro-Mauritaniens. Elle a recommandé au gouvernement d'ouvrir une enquête indépendante et de poursuivre les responsables et de réinsérer les personnes expulsées, indemniser les veuves pour éradiquer l'esclavage. Les recommandations n'ont pas été pleinement mises en œuvre.

Les Harratines ou descendants d'esclaves (environ 45 à 50 % de la population) sont d'origine noire africaine mais de culture arabe. Après des siècles d'assimilation par leurs maîtres Maures blancs. Ils subissent une chaîne de discrimination matérielle et symbolique, durant toute la vie. Celle-ci relève des traditions de caste mais se retrouve perpétuée, reproduite par l'appareil d'État, seul pourvoyeur de richesse et détenu par les descendants de maîtres : exclusion des marchés publics, des

licences de pêche, endogamie quasi forcée, absence de droit du travail, faible degré d'instruction et d'inscription sur les listes électorales, forte mortalité infantile et fort taux de natalité, peu de diplômés supérieurs, mise en marge de la haute fonction publique, de la diplomatie, de la magistrature et du commandement militaire.

Un tribunal pénal mauritanien a inculpé notre client issu de cette communauté pour incitation à la violence et à la haine raciale pour des messages qu'il avait affichés sur les réseaux sociaux et dans lesquels il dénonçait la discrimination raciale en Mauritanie, a déclaré Human Right Watch.

Mesdames, messieurs, chers membres du jury,

Abdallahi Salem Ould Yali, mène des activités ayant trait à sa prise de parole pacifique pour défendre la communauté marginalisée à laquelle il appartient, et faire en sorte qu'il ait rapidement accès à tous les éléments à charge retenus contre lui.

L'ordonnance de renvoi du tribunal, émise le 3 septembre 2018 par un juge d'instruction de la chambre anti-terroriste du tribunal de Nouakchott, indique que les chefs d'inculpation reposent uniquement sur les messages affichés par Yali sur le réseau WhatsApp. L'ordonnance ne précise pas le nombre ni les dates de ces messages mais affirme que Yali était actif dans un groupe WhatsApp qui comprenait environ 250 participants.

Dans des messages WhatsApp que Human Rights Watch a écoutés et qui semblent émaner de Yali, font entendre que l'activiste de 43 ans dénonce le sort qui est réservé à sa communauté marginalisée des Harratines. Dans ces brèves séquences, Yali appelle la communauté des Harratines à défendre ses droits et à résister aux élites « du système », ainsi qu'au président Mohamed Ould Abdel Aziz.

L'ordonnance de renvoi affirme que Yali a également déclaré, au sein d'un groupe WhatsApp, « il faut leur montrer leurs limites, à ces chiens » et « apportez des armes de l'extérieur et je me tiendrai à vos côtés ». L'avocat de Yali, Ahmed Ely Messoud, a déclaré à Human Rights Watch qu'il ne pouvait pas confirmer ces citations car le tribunal n'avait encore communiqué à la défense aucun enregistrement vocal susceptible de faire partie des pièces du dossier.

Même s'il se trouvait que Yali ait effectivement tenu de tels propos au sein d'un groupe WhatsApp, les poursuites pour incitation à la violence ou à la haine raciale devraient être engagées dans un contexte général

de respect pour la liberté d'expression.

Yali est inculpé en vertu de l'article 83 du code pénal d'avoir incité « Les citoyens à s'armer contre l'autorité de l'État ou à s'armer les uns contre les autres ». Les articles de la loi contre la cybercriminalité qu'il a prétendument violés punissent « l'incitation à la violence ou à la haine raciale » et le fait d'avoir « insulté une personne en raison de son appartenance à un groupe qui se caractérise par la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, ou un groupe de personnes qui se distinguent par une de ces caractéristiques ».

Il est également inculpé en vertu de la loi antiterroriste de 2010, qui inclut dans ses définitions d'un acte terroriste le fait « d'inciter au fanatisme ethnique, racial ou religieux ».

Des chercheurs de Human Rights Watch ont rencontré la famille de Yali, lors d'une visite à Nouakchott le 6 septembre 2018. Ses proches ont affirmé qu'il avait jusqu'ici un casier judiciaire vierge et qu'il était la seule source de revenus de sa famille, y compris de ses six enfants.

L'ethnicité et les discriminations sont des questions politiquement sensibles en Mauritanie et sont à la base de nombreuses lois contenant des dispositions très générales qui sont utilisées pour réprimer le recours pacifique à un discours critique, a souligné Human Rights Watch.

Mesdames et Messieurs, chers membres du jury,

Les autorités mauritaniennes devraient réviser le code pénal, la loi sur la cybercriminalité et la loi antiterroriste comme du reste, Human Rights Watch l'a déjà recommandé. Elles devraient en éliminer les articles excessivement généraux et vagues qui ne sont pas conformes aux normes internationales en matière de droits humains concernant la définition d'infractions comme l'incitation à la violence ou à la haine raciale, lesquelles définissent ces infractions clairement et étroitement.

Nous demandons la libération de notre client et d'adhérer à notre cause afin de mettre fin à ces discriminations raciales au sein de notre pays.

Merci pour votre attention.

Binta GUISET et Safietou SY

« Le droit à l'éducation »

Fatou MAREGA

Salam aleykum,

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les jurés, je suis ici pour défendre un droit qui me tient beaucoup à cœur. Un droit essentiel comme l'eau à la vie de chaque être humain. Et ledit droit n'est autre que le droit à l'éducation.

Oui le droit à l'éducation ; ce droit d'une importance capitale pour le commun des mortels.

Il est difficile de concevoir qu'à l'heure actuelle il y a des enfants dont l'écrasante majorité sont des filles sont injustement privées de ce droit primordial à cause du non-respect de l'article 26 de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme ; qui stipule que « toute personne a droit à l'éducation ». Les filles sont-elles une exception ?

Mesdames et messieurs. Pas le moins du monde, à ce que je sache, car elles sont également des individus à part entière comme les hommes.

Inadmissible est le sort d'une ribambelle de jeunes filles en Mauritanie, en Afrique de l'Ouest d'une manière générale qui n'ont pas eu accès à l'école sous prétexte qu'elles sont des filles. Est-ce normal de faire profil bas face à cette calamité ? Oui, je répète avec force que la déscolarisation des filles est une calamité. Car aucun peuple ne peut se prétendre émerger sans l'éducation de ses blancs bonnets. Le monde ne se développera jamais sans elles et le futur ne se ferait jamais sans elles. Comment voulons-nous nous émerger sans celles qui mettent au monde le monde ; l'arbre ne croit pas sans ses racines.

Comme l'a si bien affirmé lors d'une visioconférence, la Première Dame de la Mauritanie, Dr. Marième Dah, « l'enseignement des femmes constitue un puissant levier de développement économique et social. »

Je me demande chaque jour pourquoi la gent féminine est traitée avec autant de partialité.

Est-ce parce que nous sommes des filles qu'on a le droit de nous dépouiller de toute humanité ?

Est-ce parce que nous sommes des femmes que nous méritons d'être discriminées ?

Est-ce parce que nous sommes appelées injustement et de manière sexiste « sexe faible » que nous méritons d'être malmenées, considérées comme des êtres de seconde zone ?

Est-ce parce que nous sommes... Est-ce parce que nous sommes ? J'en passe.

L'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme acte bel et bien que « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. » Alors pourquoi continuerions-nous à croire qu'il existe une préséance entre les filles et les garçons ?

Mesdames et messieurs, trouvez-vous admissible le fait d'être condamné dans les abîmes de l'ignorance à cause d'une discrimination basée sur le sexe à l'ère où nous sommes ?

N'importe quelle personne douée d'intelligence dodelinerait de la tête en signe de protestation. Alors face à cette inhumanité, Mesdames et Messieurs, crions à l'unisson « non à la discrimination » et « oui à la scolarisation de tous et de toutes sans discrimination aucune. » Et évertuons-nous à donner la chance à nos semblables de former leurs esprits par les lettres.

Mesdames et messieurs, je ne peux pas m'exprimer sans évoquer le sort de ces enfants issus dans des familles pauvres qui polissent à longueur des journées voire deviennent éboueurs à bas âge puisque leurs parents n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Ils sont obligés de leur prêter assistance en grimpant sur des charrettes pour aller chercher leur pitance journalière. Ces enfants, qui, à cause de l'iniquité de nos responsables politiques n'ont pas eu accès à l'éducation. Ces hommes qui se font passer pour des instituteurs des règles de la bienséance et qui regardent ces enfants pauvres qui vivent en loques avec leurs parents dans la précarité et condamnés continuellement à tirer le diable par la queue sans subvention. Ces enfants au regard piteux ; qui ne sont jamais allés à l'école à cause de la non-assistance de l'État : oui, cela, également, est une violation des droits de l'Homme.

L'accès à l'éducation n'est pas une faveur, mais bien au contraire un droit dont tout enfant doit jouir.

Mesdames, Messieurs les jurés et chers auditeurs et auditrices, l'État n'est-il pas censé les prendre en charge afin de leur garantir un avenir radieux ?

Bien entendu, compte tenu de l'article 11 de la Charte Africaine des

droits et du bien-être de l'enfant qui stipule que « L'État doit fournir un enseignement de base gratuit et obligatoire ; prendre des mesures pour encourager la fréquentation régulière des établissements scolaires et réduire le taux d'abandons scolaires. » Comment imaginer un monde meilleur quand certains sont indument privés de ce droit ?

Imaginez le devenir de ces enfants qui ne sont jamais allés à l'école, qui ne savent ni lire ni écrire en ce 21^e siècle. Posons-nous la question : qu'est-ce qu'ils vont devenir ? Sans l'ombre d'un doute, des misérables adultes, des aveugles du siècle des temps modernes.

Ô Mesdames et messieurs,

Le monde boîte en cassure,

Péris celui qui ne chérit pas les écritures.

Je veux dire par écritures, les lettres, qui dit lettres dit les mots, qui dit mots dit la science.

Comment voulons-nous que ces enfants gagnent en respectabilité auprès de leurs semblables alors qu'on a sciemment fait d'eux ou d'elles des moutons de panurge ?

Oui chère audience, celui ou celle qui n'a pas appris est semblable à un bout de papier que le vent tournoie à sa merci et il est invité à tout croire. Ils ne seront que des indécis voire des désœuvrés, des gens qui auront du mal à prendre leur destin en mains.

Combien d'Hommes se sont mis la tête à la guillotine à cause de l'ignorance ? Les igues qu'excavent l'illettrisme sont obscurs. Ceux qui ne savent ni lire ni écrire sont condamnés à l'insoutenable errance dans ce monde de silhouette. La science est sans l'ombre d'une bluette.

Je ne peux également me prononcer sur les inconvénients et sur l'éducation sans citer les formules du grand humaniste, Victor Hugo, dans son pertinent et sublime poème intitulé « le bain » :

« Quatre-vingt-dix voleurs sur cent qui sont au bain

Ne sont jamais allés à l'école une fois,

Et ne savent pas lire, signent d'une croix.

C'est dans cette ombre-là qu'ils ont trouvé le crime.

L'ignorance est la nuit qui commence l'abîme.

Où rampe la raison, l'honnêteté périt... »

Le manque d'éducation estropie la raison. Misérable, celui ou celle qui n'a pas semé pendant ses premières saisons.

Mesdames et Messieurs, ayons pitié de ces garçons et de ces filles victimes de cette injustice meurtrière. Et l'heure n'est-elle pas venue d'établir des lois qui protègent ces vulnérables ?

Si nous pensons pouvoir sortir ainsi de l'auberge en déscolarisant les filles alors détrompons-nous, nous sommes bien loin de voir le soleil.

Il est temps que la Mauritanie tire profit des apports positifs de la modernité et de régir des lois qui protègent les filles et d'établir une balance d'égalité entre les garçons et les filles afin que ces dernières soient traitées avec humanité.

Il est temps que l'on comprenne que l'éducation n'est pas tributaire d'une gent que celle-ci prévaut sur tout en d'autres termes, c'est la priorité. Sa primauté n'a guère besoin d'être démontrée en cette ère du numérique et tant d'autres progrès techniques. Alors je lance un appel aux parents et responsables éducatifs de veiller sur l'éducation des enfants filles ou garçons car notre avenir en dépend. Notre avenir est entre nos mains construisons-le avec l'arme la plus puissante pour changer le monde, comme l'a si bien appréhendé, Nelson Mandela.

Je vous remercie.

Fatou MAREGA

« L'excision en Mauritanie, un rite barbare »

Clémence GOMBAULT et Nabilla FRONING

Mesdames et messieurs les jurés bonjour. Merci de nous donner la parole aujourd'hui. Il y a quelques semaines nous fêtons la Journée Internationale des Droits des Femmes, mais en Mauritanie cette journée n'est ni fêtée, ni reconnue comme étant une lutte importante. Alors pourquoi cette journée n'est pas utilisée, ici comme ailleurs dans le monde, à la défense véritable, des Droits des Femmes ? Aujourd'hui à l'heure où nous parlons, une petite fille est certainement en train de se faire couper le sexe au fond d'une khayma dans la brousse.

En Mauritanie aujourd'hui 66% des femmes sont excisées. Rendez-vous compte ! Selon l'ONS, elles sont 125 millions à avoir été victimes de l'excision dans plus de 29 pays. Cette mutilation touche les petites filles dès l'âge de trois ou quatre ans, parfois moins. C'est le cas de Kadi, emmenée de force dans le village voisin pour se faire couper par des anciennes, jambes écartées au-dessus d'un trou. Le sang coule à flot, les cris sont déchirants et le traumatisme ne disparaîtra jamais... Malgré une récente avancée du pays, un nombre plus que conséquent de citoyens mauritaniens ignorent toujours cette pratique. Pourtant, il existe déjà certaines associations, au sein même du pays, qui dénoncent et font des actions pour stopper ce crime. Mais comment pouvons-nous faire bouger les choses si les populations concernées sont ignorantes ?

Ici en Mauritanie aucune loi n'existe contre ce genre de mutilations mais le gouvernement mauritanien s'est engagé dans plusieurs programmes de lutte contre l'excision, nous dit Yakharé Soumaré, une secrétaire générale d'une ONG basée en Mauritanie. « Nous sommes le bras technique de cette stratégie parce que nous sommes le partenaire de mise en œuvre directe avec les populations, précise-t-elle. En matière de changement de comportement on ne peut changer le comportement que de ceux qui vivent ensemble. Donc il faut être des leurs pour que le message soit perçu. ». Cette excision est, en plus d'une violence faite aux femmes une violation du second article de la Résolution adoptée par l'Assemblée Générale en 1994, qui nous dit : « La violence à l'égard des femmes s'entend comme englobant, sans y être limitée, les formes de violence énumérées ci-après : a) La violence physique, sexuelle et psychologique exercée au sein de la famille, y compris les coups, les sévices sexuels infligés aux enfants de sexe féminin au foyer, les violences liées à la dot, le viol conjugal, les mutilations génitales et autres pratiques traditionnelles préjudiciables à la femme, la violence

non conjugale, et la violence liée à l'exploitation ».

Cette phrase nous semble pourtant très claire. Imaginez ce traumatisme pour une petite fille de se faire couper le clitoris avec une lame rouillée, retenue de force par une femme, ne pouvant bouger. Comment une femme qui a subi cette torture durant son enfance peut laisser sa propre fille être victime du même acte ? L'excision est pratiquée dans les campagnes, dans les petits villages traditionnels. Mais comme dans d'autre pays d'Afrique, il y a des femmes qui, pour une somme d'argent conséquente, pratiqueront cette tradition en ville aussi. Ces bourreaux sont cachés mais ils sont malheureusement toujours bien présents. Depuis 30 ans, une prise de conscience trop lente s'opère dans les pays touchés. Le rôle des associations serait alors d'aller « sur le terrain » afin de convaincre les gens d'abandonner leurs vieilles traditions. Certaines personnes utilisent la religion comme excuse mais il n'est rien dit de tel dans la Charia. Les mutilations sexuelles sont des actes barbares et archaïques. « Il y a certaines communautés qui ne souhaitent pas en entendre parler, mais c'est juste une manière de sensibiliser, de communiquer et de les convaincre, explique Yakharé Soumaré. Il faut avoir les mots qu'il faut. Il ne faut pas utiliser certains termes, selon le contexte. Il faut essayer de rendre le discours plus accessible. » Mais malgré ces projets les traditions restent très ancrées et persistent.

En plus d'un traumatisme mental qui ne disparaîtra jamais complètement, cette ablation de l'organe génital féminin laisse de nombreuses traces physiques irréparables elles aussi. Malgré des progrès médicaux spectaculaires ces dernières années, cette partie du corps est une des plus sensibles de l'anatomie féminine et une reconstruction complète est bien souvent impossible. Des chirurgiens sont tout de même spécialisés dans ce domaine et tentent d'inventer de nouvelles techniques de réparation. Mais la plupart du temps les femmes excisées gardent des séquelles à vie : elles ont en effet une douleur permanente au niveau de l'entrejambe, durant l'acte sexuel ou même au quotidien lorsqu'elles marchent. L'ablation étant pratiquée avec des lames d'ores et déjà utilisées, rouillées et bien entendu non désinfectées, le nombre d'infections est démesuré et certaines femmes en meurent quelques semaines après l'excision. Il y a aussi des problèmes qui surviennent lors de l'accouchement. D'autant plus que ces femmes sont contraintes d'accoucher dans des conditions d'hygiène terribles, seules, souvent sans médecin. Par conséquent plus d'une perdent la vie. La liste des complications tant mentales que physiques est, comme vous l'avez compris, infinie. Par peur de représailles mais également par peur de la colère des hommes, trop attachés à ces traditions ancestrales

immondes, ces femmes gardent le silence. Car le fait de ne pas être excisées pourraient leur empêcher d'avoir un mari plus tard. Eh oui ! De nombreux hommes refusent les femmes non excisées. Elles sont alors exclues de leur peuple, de leur famille, et de la société. Le 6 février est la Journée internationale contre les mutilations génitales, et nous pouvons nous servir de ce jour pour mener des actions et sensibiliser le monde. Mais nous devons faire plus encore et la lutte contre l'excision est une bataille quotidienne qui demande une grande implication et une connaissance du sujet. C'est pourquoi nous avons décidé de prendre la parole sur ça. Nous avons décidé d'en parler, car trop peu de gens connaissent la définition du mot excision. Alors nous espérons que vous avez compris l'importance d'en parler, que vous avez tous pris conscience du problème, et que vous êtes touché.es par ces filles qui pourraient être vos femmes, vos mères et vos enfants et qui souffrent en silence, opprimées et sans voix face à l'ignorance du monde. Mais plus encore nous espérons que vous allez dorénavant en parler et informer les gens sur cette situation désastreuse qui dure depuis trop longtemps. Nous devons ensemble, agir pour défendre leurs droits, mais surtout nos droits à toutes, nous les femmes ! Vous avez une voix, utilisez-la au profit de ceux qui n'en ont pas.

Clémence GOMBAULT et Nabilla FRONING

« Vian, née yézidie »

Fahd RADOUANI

Les massacres de Sinjar (Irak) sont une série de tueries commises en août 2014 pendant la seconde guerre civile irakienne par les troupes de l'Etat islamique contre la communauté yézidie. Lors de cette offensive, les hommes adultes sont systématiquement exécutés par les djihadistes, tandis que des milliers de femmes et d'enfants sont enlevés et convertis de force à l'Islam pour une large part d'entre eux. Les femmes et les jeunes filles sont réduites à l'esclavage sexuel, alors que les jeunes garçons sont enrôlés comme enfants soldats.

Mesdames et messieurs, chers membres du jury,

Si je suis devant vous aujourd'hui c'est pour Vian. Elle a 28 ans, elle vivait dans le nord de l'Irak à Mossoul, elle est d'origine yézidie. Les yézidis sont une communauté kurdophone qui compte entre 100 000 et 600 000 personnes en Irak, selon les estimations.

Mais en août 2014, des djihadistes sont entrés dans leur village, vêtus de la tenue noire de l'Etat islamique, armés d'armes de combat. Au cours de la première semaine de ce mois, les autorités locales ont rapporté qu'au moins 500 yézidis avaient été assassinés et que de nombreux autres recevaient des menaces de mort directes, soit de la part de combattants de l'Etat islamique en progression, soit de membres des communautés sunnites alliées. « Les femmes de l'EI nous apportaient des produits de maquillage avant que nous soyons violées ». Chaque jour qui passe, apporte son lot de révélations, plus horribles les unes que les autres.

Vian arrive difficilement à trouver le sommeil. Elle continue à entendre les tirs qui retentissaient après que les militants de l'Etat islamique aient déporté de leur village son mari et d'autres hommes yézidis vers un lieu isolé. Elle se souvient de la prison de Mossoul où des milliers de femmes et d'enfants ont été rassemblés comme butin de guerre et où elle a mis au monde son plus jeune fils, au milieu des détritres et du marché des esclaves où l'EI l'a emmenée pour être vendue.

Cela fait aujourd'hui plus de quatre ans et demi que l'EI a attaqué les yézidis, mais Vian continue à se réveiller plusieurs fois chaque nuit, terrorisée par des cauchemars. Le marché de Rakka était installé dans une maison d'habitation. Les combattants de l'EI venaient y chercher des femmes et des filles yézidies. Ils en achetaient deux ou trois, parfois

plus. Lorsqu'ils s'en lassaient, ils se les échangeaient, se souvient cette mère de trois enfants. « Les combattants les emmenaient dans la pièce à côté de la nôtre pour les violer. Certaines filles avaient à peine neuf ans. Elles hurlaient en pleurant « aidez-moi ». Tous ceux qui en parlaient ou essayaient de s'opposer étaient roués de coups », raconte Vian.

En Syrie, Vian a été vendue à un combattant libyen qui avait déjà deux femmes. Ses deux épouses l'obligeaient à faire le ménage, l'humiliaient et la battaient. « Que fais-tu ici ? » lui reprochaient-elles en permanence. « Je répondais en pleurant que mes enfants et moi-même n'avions rien demandé, mais elles ne me croyaient pas. Elles étaient jalouses parce que leur mari m'avait achetée et elles me traitaient comme une esclave », raconte-elle.

Les yézidis subissent des persécutions depuis de nombreuses années en Irak, mais le vent d'espoir souffle en 2003. En effet, après la chute de Saddam Hussein, le droit des yézidis de pratiquer leur culte dans la paix et le respect est reconnu par la nouvelle Constitution irakienne et par la Constitution du Kurdistan fédéral, conformément à l'article 18 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 qui pose le principe selon lequel « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. »

D'après les articles 4 et 5 de la même Déclaration « Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. » et « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. »

L'Irak a adhéré à la quasi-totalité des conventions internationales relatives aux libertés fondamentales et notamment aux conventions suivantes :

- La convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination raciale ;
- La convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ;

Concernant la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, entrée en vigueur le 12 janvier 1951, conformément aux dispositions de l'article 2 qui précise :

« Le génocide de l'un quelconque des actes ci-après, commis, dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel ;

- a. Meurtre de membres du groupe ;
- b. Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe ;
- c. Soumission internationale du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;
- d. Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;
- e. Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Les pratiques dont est victime Vian répondent à chacune de ces atteintes du droit : les yézidis subissent des meurtres par milliers. Ces crimes ont été perpétrés par des hommes et des femmes, comme en témoignent les femmes yézidies, réduites au rang d'esclaves.

Vian et sa famille, ses amis, sa communauté toute entière, sont victimes de génocide.

Le cas de Vian est le cas des milliers de femmes dans le nord de l'Irak qui subissent le viol et la marchandisation parce qu'elles sont tout simplement nées Yezidies. « Je n'ai pas toujours été vendue pour de l'argent. Quelquefois j'étais offerte gratuitement. » raconte une rescapée.

Mesdames et messieurs, chers membres du jury,

Il est temps de mettre un point à ces crimes de guerre et ce génocide du peuple yézidi. Les Etats internationaux doivent cesser d'intervenir dans les conflits sur les richesses naturelles et prendre une position afin de permettre aux populations de vivre dans la paix pour que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme soit déclarée et vécue maintenant.

J'en appelle aussi à ce que l'Irak, avec son gouvernement qui se dit démocratique et fédéral, proclame, garantisse dans sa constitution la liberté religieuse, la liberté de pensée et de conscience puis intègre la Cour pénale internationale afin que ces coupables soient poursuivis en justice.

Fahd RADOUANI

« Un enfant sans enfance »

Sakina MOULAYE ABD EL MOUMEN

Mesdames et messieurs, savez-vous ce qu'on appelle « un talibé » ?

Un talibé c'est un enfant âgé d'au moins 4 à 5 ans, envoyé dans un internat coranique pour apprendre le coran et s'en aller qu'après avoir récité et maîtrisé l'intégralité de celui-ci. Certains n'en ressortent jamais vivants, et d'autres se retrouvent à l'hôpital avec des séquelles à vie. Ces enfants subissent des abus physiques, ils sont battus régulièrement, doivent mendier pour satisfaire les besoins de leur maître qui ne leur laisse guère le choix et leur impose des sommes d'argent à lui rapporter. On peut même dire que ces enfants payent des taxes et sont sévèrement punis s'ils ne versent pas l'intégralité de la somme demandée.

Au moins 50 000 enfants fréquentant des écoles coraniques ont été recensés au Sénégal. Ils sont soumis à des conditions d'esclavage, ils se retrouvent enchaînés pour ne pas fuir, et sont frappés avec toutes sortes d'objets. Le maître ou le marabout dit-on, a un droit de vie ou de mort sur ces pauvres enfants. Ce droit traditionnel ne respecte pas les droits des enfants qui est pourtant ratifié par le pays qui les a vu naître. Ils sont traités comme des animaux ou comme des choses dénuées d'humanité.

Abdoulaye Camara avait 15ans, c'était un talibé pensionnaire d'un internat à Louga, au Sénégal du nom de « Al Nimran ». Il est mort le dimanche 16 février 2020 après avoir reçu un coup de balai sur la tête, l'autopsie de l'hôpital Aristide Le Dantec a confirmé que le jeune garçon a rendu l'âme à la suite d'un traumatisme crânien. Le maître Abdou Latif Cissé est accusé d'avoir porté des coups et blessures volontaires qui ont entraîné la mort d'un mineur et a été déféré le jeudi 20 février 2020.

Falou Diop était âgé d'une dizaine d'années, il est mort dans un village à Louga. La presse Sénégalaise a révélé que le jeune talibé avait été victime de violents coups de bâton. Il n'avait pas assimilé ses leçons du jour et l'assistant du marabout a jugé nécessaire de le corriger, il le frappe violement plusieurs fois et ensuite le laisse pour mort durant des heures avant d'appeler les secours.

Ces deux jeunes garçons ne sont que des victimes parmi tant d'autres.

D'après Human Rights Watch, en 2017 et 2018, 16 enfants de 5 à 15ans sont décédés, dont 3 par des abus physiques, 4 par des maladies non

traitées, 4 dans deux incendies, 5 dans des accidents de la route. Ils sont mis en danger par leurs maîtres ou des assistants de ces derniers qui utilisent ces enfants pour s'enrichir. Ces actes de négligences et de violences sont plus fréquents dans la région de Louga, Saint-Louis, Diourbel, Touba et à Thiès.

Un témoin qui avait assisté à une scène où un talibé est percuté par une moto le 13 janvier 2019 sanglotait en tenant sa jambe fracturée. Après avoir confié l'enfant aux secouristes il demanda à un autre talibé de l'emmener à leur daara lui et son partenaire de PPDH (plateforme pour la promotion et la protection des droits humains) où ils retrouvèrent le marabout en train de faire sa sieste. Le talibé qui les a conduits avait une blessure infectée à la main et il avoua que le maître demandait 250 francs CFA chaque jour à chaque talibé et que c'était la punition que le maître lui avait infligée pour ne pas avoir rapporté la somme demandée. Le lendemain de cet incident, une voiture roule sur un autre talibé ce qui lui ôta la vie. Son frère, lui-même un talibé, dit qu'ils étaient partis mendier sous les ordres de leur maître.

« Si la victime ne saisit pas la police, ce n'est pas de notre responsabilité » ce sont les paroles d'un agent de police quand un témoin lui a demandé si une enquête sera ouverte.

De nombreux talibés perdent la vie chaque année et les charges contre les maîtres coraniques sont abandonnées, les accusations sont minimisées ou la police s'abstient d'enquêter sur le cas de ces enfants. Leurs vies n'ont donc aucune valeur ?

Mesdames et messieurs les membres du jury.

J'ai choisi de parler de ces enfants, tout simplement parce que ces pratiques inhumaines doivent cesser, ces enfants ont des droits et personne ne devrait les en priver.

Et je me permets de rappeler que le 31 juillet 1990 la Convention internationale des droits de l'enfant a été ratifiée au Sénégal :

- Article 32 de la CIDE (convention internationale des droits de l'enfant) par cette ratification et conformément à ces lois, le Sénégal reconnaît que l'enfant est Titulaire de droits ainsi que de besoins impérieux, qui est d'assurer à l'enfant une protection, un droit à l'éducation mais aussi et je cite « dans la mesure du possible, la survie et le développement ».
- L'article 15 (à propos du travail des enfants) de la Charte africaine

des droits et bien-être de l'enfant reconnaît que l'enfant est protégé de toute forme d'exploitation économique et de l'exercice d'un travail qui comporte probablement des dangers ou des risques de perturber l'éducation de l'enfant ou de compromettre sa santé, son développement physique, mental, moral ou social.

- Article 21 : protection contre les pratiques négatives sociales et culturelles : les Etats parties prennent toutes les mesures appropriées pour abolir les coutumes et les pratiques négatives, culturelles et sociales qui sont au détriment du bien-être, de la dignité, de la croissance et du développement normal de l'enfant.

Ce qui stipule qu'exploiter ces enfants, nuire à leur développement en les faisant subir des abus physiques, sexuels ou encore des travaux comportant des risques ou susceptibles de compromettre leur éducation et de nuire à leur santé, est tout simplement une violation des droits de l'enfant.

Je sollicite votre attention sur ce sujet, et surtout sur le fait de rendre à ces enfants leur enfance.

Je veux que ces actes soient dénoncés et non normalisés sous prétexte de la tradition, que ces personnes soient plus sévèrement punies par la loi pour que ces pratiques soient moins fréquentes jusqu'à ne même plus exister, et que ces lois qui disent assurer la protection de l'enfant agissent en voyant un talibé dans la rue sans chaussures avec des habits déchirés, affamé, entrain de mendier, ou avec des blessures. Je veux plus de vigilance de la part des autorités qui banalisent, prennent à la légère la situation de ces enfants et que des inspections soient effectuées chaque mois dans les internats coraniques.

Nous devons militer pour la création d'écoles coraniques modernes pour ne plus laisser la garde de ces enfants à n'importe qui.

On ne s'en rend pas compte mais l'enfance passe trop vite, alors permettons à ces talibés d'avoir une enfance normale, qu'ils puissent aller jouer au football plutôt que d'être dans les rues des régions du Sénégal à mendier, à dormir sous des ponts ou à être attachés et frappés.

Rendons-leur leur enfance.

Sakina MOULAYE ABD EL MOUMEN

« Pour une Mauritanie plus juste »

ZEIN CHEMAD et MOULAY ET MEDHI Hachim

Mesdames et messieurs les jurés,

C'est avec le cœur lourd que nous venons parler d'un sujet qui est particulièrement délicat en Mauritanie, le viol ! Oui, cette aberration, cette horreur, cette abomination n'est toujours pas condamnée au sein de notre pays, ça ne s'arrête même pas là importunément, le cauchemar continue, les malheureuses prises dans ce piège ne sont pas entendues. Pire ; Elles sont rejetées, maltraitées, forcées au silence et même emprisonnées pour avoir eu des rapports dont elles sont victimes, des rapports qui n'ont amené que malheurs et problèmes à leur vie. Cet acte ignoble fait des ravages dans ce pays, plus de 75 cas de viols déclarés à Nouakchott mais aucune condamnation ou si peu. Aujourd'hui, une femme violée est coupable, la honte l'écrase, la faute l'accable et aucune protection n'est mise en place. Notre système judiciaire, condamne et culpabilise la victime tandis que le violeur peut retourner librement à ses turpitudes.

Pourquoi les femmes mauritaniennes, sont-elles niées dans leurs droits les plus élémentaires : la sécurité, l'égalité avec les hommes, l'accès à la justice !

L'absence de procédures engagées pour rendre justice à ces femmes est franchement désolant, comment pouvons-nous progresser si notre gouvernement, nos députés ne protègent même pas les femmes ? Ils répondent en méprisant les femmes violées de notre pays, les laissant souffrir seules et prendre la responsabilité de ce fardeau qui les oblige à subir toutes sortes d'humiliations, du sobriquet infamant à toutes sortes de maltraitances psychologiques ou de sévices.

Ces femmes que l'Etat refuse de défendre sont des filles, des sœurs, des mères et des épouses. Comment, la moitié de la nation, peut-elle être ignorée à ce point ? Les réactions devant une telle atrocité devraient être quotidiennes et nombreuses. Ces femmes qui ont tout perdu : dignité, famille, respect, emploi parfois, mari, même, qui sous la pression des plus fanatiques, abandonne son épouse, disgraciée, dans le dénuement le plus total. Comment est-il possible de regarder ces femmes et leur dire qu'elles sont une honte et une souillure ?

Les tragédies sont nombreuses, parmi les plus tristes et sordides, il y a celle de Rouhiya. Depuis sa, pas si tendre, enfance, elle subit des

attouchements répétés de la part de son père. Comme l'inceste est un tabou suprême, elle se tait et fuit le domicile parental à 15 ans. Effrayée, ne sachant pas où aller, car il n'existe pas de structures d'accueil dans ces cas-là, elle décide, pour fuir cet enfer, de rejoindre un homme de 23 ans qui lui promet de l'épouser et de la protéger. Mais le sort, lui réserve un tour bien funeste. L'homme qui doit s'occuper d'elle, est, peut-être, encore plus pervers que son père. Il la drogue, la séquestre, la viole à plusieurs reprises, le viol est même collectif lorsque des amis le rejoignent pour torturer encore davantage la pauvre fille. Après 2 semaines d'un cauchemar sans nom, où viols et abus incessants se succèdent, la police intervient. Mais, là encore, le répit est de courte durée. La jeune fille emmenée au commissariat. Interrogée sur l'identité des agresseurs, elle a le malheur d'en connaître un. Pour les policiers et le juge qui instruit l'affaire, cette affirmation est suffisante pour l'incriminer elle. Son incarcération est immédiate, elle est inculpée pour atteinte aux bonnes mœurs et à la moralité. Des relations sexuelles hors mariage, même non-consenties, obtenues par la force... Ne pardonnent pas en République Islamique de Mauritanie.

Mesdames et messieurs les jurés, vous avez bien entendu, une femme qui subi toutes ces atrocités contre son gré est incarcérée et privée de liberté pour avoir eu la malchance d'être née dans la mauvaise famille et de s'être trouvée au mauvais endroit au mauvais moment. Elle est privée de justice, complètement, abandonnée. Effroyable réalité. Les larmes de ces femmes épuisées par ce monde injuste n'émeuvent pas les juges mauritaniens qui continuent d'encourager, avec leurs décisions cyniques, les criminels sexuels à agir en toute impunité pendant que les femmes outragées purgent toutes leurs peines à la prison pour femme de Nouakchott.

Malgré le combat de plusieurs associations pour faire un changement législatif, rien de concret n'a pu être réalisé. Human right Watch, une organisation qui défend les droits de l'homme au niveau international, a réalisé une enquête dans le milieu carcéral mauritanien, publiée le 5 septembre 2018 sous le titre « Mauritanie : les survivantes de viol exposées à de graves risques ». Ce que révèle cette enquête est consternant. Sur une centaine de femmes interrogées dans la prison nationale pour les femmes, 33 déclarent avoir été victimes d'un viol et disent toutes être accusées de zina. Cette accusation est brute et sans appel et n'autorise pas les victimes à plaider leur cause. Le viol n'est pas reconnu, elles sont de toute façon coupables. Pour sauver ces femmes, et protéger toutes les autres, la loi doit changer. L'Etat doit imposer un décret, passer outre le parlement qui rejette, faute d'une majorité progressiste et bienveillante

à l'égard des droits humains, systématiquement les propositions des députés et des défenseurs des droits des femmes qui condamnent la zina et veulent son abrogation du code de procédure pénale. Ce combat ne doit pas être abandonné ! Abandonner l'application stricte de l'universalisme des droits de l'Homme équivaldrait à condamner ces femmes à perpétuité et à mettre une épée de Damoclès sur la tête de toutes les autres ! Notre législation doit se conformer à ses engagements en matière de lutte contre les violences faites aux femmes.

Notre société conservatrice doit être éduquée, car soyons honnête une société qui ne reconnaît pas qu'une femme violée est une victime ne peut pas être la société qui va les défendre. Des changements importants au niveau des mentalités passent par l'éducation et notamment l'éducation des garçons. Collectivement, nous devons reconnaître ces abus de la tradition. Nous devons punir les violeurs sévèrement car ce sont des criminels. Nous sommes de jeunes hommes et nous ne voulons pas que le pays dans lequel nous devenons adultes persiste dans ce déni manifeste de justice.

À l'heure où toutes les atteintes aux droits humains sont dénoncées pour le bien-être partagé de l'humanité, la Mauritanie doit montrer la voie aux autres pays arabo-musulmans et s'inscrire sans réserve dans la recherche véritable de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Le futur nous appartient et c'est de notre devoir de futurs citoyens de dénoncer les travers de notre pays et de réclamer leur correction. Nous aimons notre pays et c'est pour ça que nous le souhaitons meilleur encore, pour tous, les hommes et les femmes.

ZEIN CHEMAD et MOULAY ET MEDHI Hachim

على مجتمعنا المحافظ أن يكون مجتمعاً متعلماً، فلنكن صادقين، المجتمع الذي لا يدرك أن المرأة المغتصبة ضحية لا يمكن أن يكون المجتمع الذي سيحميها. إن التحولات المهمة في العقلية تمر من خلال التعليم، وخاصة تعليم الأولاد. علينا أن نعترف بشكل جماعي بهذه الانتهاكات التي تمس التقاليد، علينا أن نعاقب المغتصبين بشدة لأنهم مجرمون، نحن شباب ولا نريد للبلد الذي أصبحنا فيه بالغين أن يستمر في هذا الإنكار الصارخ للعدالة.

على موريتانيا أن تفتح الطريق أمام الدول العربية الإسلامية الأخرى وتتضمن دون تحفظ إلى البحث الحقيقي عن المساواة بين الرجل والمرأة، في الوقت الذي يتم فيه التنديد بجميع انتهاكات حقوق الإنسان من أجل الرفاهية المشتركة للإنسانية.

إن المستقبل ملك لنا، ومن واجبنا كمواطنين الغد أن ندين إخفاقات بلادنا وأن نطالب بتصحيحها. نحن نحب بلدنا، لذلك نريد له أن يكون أفضل للجميع، رجالاً ونساءً.

الزين شماد ومولاي ومدحي هاشم

سن الخامسة عشرة، خائفة لا تعرف أي وجهة تقصد، ولأنه لا وجود لمرافق استقبال في مثل هذه الحالات قررت الهروب من هذا الجحيم والالتحاق برجل يبلغ من العمر 23 عامًا كان قد وعدها بالزواج منها وحمايتها، غير أن ما كان في انتظارها عند هذا الأخير كان أسوأ. ربما كان الرجل الذي توقعت أن يعتني بها أكثر شراً من والدها، لقد قام بتخديرها واحتجازها واغتصابها في عدة مناسبات، ثم عرضها للاغتصاب الجماعي عندما انضم إليه الأصدقاء لإنزال المزيد من العذاب على الفتاة المسكينة. بعد أسبوعين من كابوس مجهول من الاغتصاب والانتهاكات التي لا هوادة فيها تدخلت الشرطة، ولكن خلاصها لم يكن ليطول، فقد اعترفت للشرطة بأنها تعرف أحد المعتدين وهو ما يكفي لتجريمها بالنسبة للشرطة والقاضي الذي ينظر في القضية، فتم حبسها على الفور بتهمة المساس بالآداب والأخلاق. الجنس خارج نطاق الزواج حتى لو تم فرضه بالقوة ... لا يُسامح في الجمهورية الإسلامية الموريتانية.

سيداتي وسادتي المحلفون، هو تماماً كما سمعتم، المرأة التي تتحمل كل هذه الفظائع ضد إرادتها تسجن وتحرم من حريتها لسوء حظها، لكونها ولدت في عائلة سيئة ولكونها وجدت في المكان الخطأ في الوقت الخطأ، فتحرم من العدالة ويتم هجرها كل الهجر، إنها حقيقة رهيبة، ودموع هؤلاء النساء المنهكات في هذا العالم الظالم لا تهز مشاعر القضاة الموريتانيين الذين يواصلون بقراراتهم المغرضة تشجيع مجرمي الجنس على التصرف دون عقاب بينما تقضي النساء المهانات جميع أحكامهن في سجن النساء بنواكشوط.

وعلى الرغم من كفاح العديد من الجمعيات لإجراء تغيير تشريعي لم يتحقق أي تقدم ملموس. وقد أجرت هيومن رايتس ووتش - وهي منظمة تدافع عن حقوق الإنسان على المستوى الدولي - تحقيقاً في بيئة السجون الموريتانية نشر في 5 سبتمبر / أيلول 2018 تحت عنوان «موريتانيا: ضحايا الاغتصاب في خطر جسيم». إن ما يكشفه هذا التحقيق مروّع، فمن بين مائة سيدة تمت مقابلاتهن في السجن الوطني للنساء قالت 33 منهن إنهن تعرضن للاغتصاب وكلهن قلن إنهن متهمات بالزنا، وهذا الاتهام صريح ونهائي ولا يسمح للضحايا بالتراجع في قضيتهم، والاغتصاب غير معترف به، فهن مذنبات على أي حال. من أجل إنفاذ هؤلاء النساء وحماية جميع الأخريات يجب أن يتغير القانون، يجب على الدولة أن تفرض مرسوماً وتتجاوز البرلمان الذي يرفض بشكل منهجي مقترحات النواب والمدافعين عن حقوق المرأة والذين يدينون الزنا ويريدون إلغاء قانون الإجراءات الجنائية، وذلك بسبب عدم وجود أغلبية تقدمية ومتسامحة في مجال حقوق الإنسان. من الواجب عدم التخلي عن هذه المعركة! إن التخلي عن التطبيق الصارم لعالمية حقوق الإنسان سيكون بمثابة الحكم على هؤلاء النساء بالسجن المؤبد ورفع سيف ديموقليس على رؤوس كل الأخريات! على تشريعاتنا أن تمتثل لالتزاماتها في مكافحة العنف ضد المرأة.

« من أجل موريتانيا أعدل »

الزین شماد ومولاي ومدحي هاشم

سيداتى وسادتي المحلفون،

لقد جئنا بقلب مثقل للحديث عن موضوع حساس بشكل خاص في موريتانيا، ألا وهو الاغتصاب! نعم، هذا الزيف، هذا الرعب، هذا الرجس لا يزال غير مدان داخل بلادنا، حتى أنه لا يتوقف عند هذا الحد، بل يتواصل بشكل مزعج، ويستمر الكابوس دون أن تجد البائسات اللائي وقعن في هذا الفخ من يستمع لهن. بل وأسوأ من ذلك يتم لفظهن وإساءة معاملتهن وإجبارهن على الصمت إن لم ترم في السجن بتهمة ممارسة الجنس الذي يقعن ضحية له، وهي الممارسة التي لم تجلب لهن سوى سوء الحظ والمشاكل في حياتهن. إن هذا العمل الحقير يعيث فسادا في هذا البلد، أكثر من 75 حالة اغتصاب تم الإبلاغ عنها في نواكشوط ولم تتم إدانة مرتكبيها إلا في حالات قليلة للغاية، المرأة المغتصبة اليوم هي المذنبه، يسحقها العار والذنب، ولا توجد حماية تلجأ إليها. نظامنا القانوني يدين الضحية ويدفعها إلى الشعور بالذنب، بينما يعود المغتصب بحرية إلى فجوره.

لماذا تحرم المرأة الموريتانية من أبسط حقوقها: الأمن والمساواة مع الرجل والوصول إلى العدالة !!!

إن عدم وجود إجراءات لتحقيق العدالة لهؤلاء النساء أمر مفجع بصراحة، كيف يمكننا التقدم إذا كانت حكومتنا ونوابنا لا يقومون حتى بحماية النساء؟ بل على العكس يردون بازدراء النساء المغتصابات في بلدنا ويتركوهن يعانين وحدهن ويتحملن مسؤولية هذا العبء الذي يجبرهن على الخضوع لكل أنواع الإذلال، من الألقاب الشائنة إلى غيرها من أنواع الإساءة النفسية أو سوء المعاملة.

إن هؤلاء النساء اللواتي ترفض الدولة الدفاع عنهن هن بنات وأخوات وأمهات وزوجات، كيف يمكن تجاهل نصف الأمة إلى هذه الدرجة؟ يجب أن تكون ردود الفعل على مثل هذه الفظائع يومية ومتعددة، هؤلاء النساء فقدن كل شيء: الكرامة، والأسرة، والاحترام، وأحيانا العمل، وحتى الزوج الذي يتخلى عن زوجته تحت ضغط أكثر المتعصبين فيتركها تعاني أسوأ حالات العوز. كيف يمكن النظر إلى هؤلاء النساء وإخبارهن أنهن فضيحة ووصمة عار؟

إن المآسي كثيرة، ومن أكثرها مدعاة للحزن وأكثرها خسارة مأساة روحية، فمنذ طفولتها التي لم تكن لطيفة عانت روحية من اللمس المتكرر من لدن والدها، وبما أن سفاح القربى من المحرمات الأسمى ظلت صامتة إلى أن هربت من منزل الوالدين في

تعليمهم للخطر ويضر بصحتهم هو ببساطة انتهاك لحقوق الطفل.

أرجو انتباهكم لهذا الموضوع، وخاصة جانبه المتعلق باسترجاع هؤلاء الأطفال لطفولتهم.

أريد أن تتم إدانة هذه الأفعال وأن لا يتم تطبيعها بحجة التقاليد، وأن تتم معاقبة هؤلاء الأشخاص بشدة بموجب القانون لكي تكون هذه الممارسات أقل تكرارا حتى تختفي، وأن تتحرك هذه القوانين التي تدعي ضمان حماية الطفل عندما ترى طلبية في الشارع بدون حذاء أو بملايس ممزقة أو جائعين أو متسولين أو مصابين، أريد مزيداً من البقطة من السلطات التي تستخف بأوضاع هؤلاء الأطفال، وأن يتم إجراء عمليات تفتيش كل شهر في المدارس الداخلية القرآنية.

يجب أن نناضل من أجل إنشاء مدارس قرآنية حديثة حتى لا نترك حضانة هؤلاء الأطفال لكل من هب ودب.

الطفولة تمر بسرعة كبيرة دون أن ننتبه، لذلك علينا أن نساعد هؤلاء الطلاب في أن يتمتعوا بطفولة طبيعية، بحيث يمكنهم الذهاب ولعب كرة القدم بدلاً من التواجد في شوارع السنغال للتسول والنوم تحت الجسور أو التعرض للتقييد والضرب. فلنعد لهم طفولتهم.

سكينة مولاي عبد المؤمن

لقد شاهد أحد الشهود العيان دراجة نارية تصدم طالبًا في 13 يناير 2019، كان يبكي وهو يمسك ساقه المكسورة، وبعد أن سلم الشاهد الطفل لرجال الإنقاذ طلب من طالب آخر اصطحابه إلى مدرستهم هو وشريكه في (منصة لتعزيز وحماية حقوق الإنسان) حيث وجدوا المربط نائما، كان الطالب الذي قادهم مصاب بجرح ملوث في يده واعترف بأن المعلم يطلب 250 فرنك أفريقي كل يوم من كل طالب وأن هذا الجرح كان العقوبة التي أوقعها عليه لعدم تحصيله المبلغ المطلوب. في اليوم التالي لهذه الحادثة دحرجت سيارة طالبا آخر فقتله، قال شقيقه وهو نفسه طالب إنهم ذهبوا للتسول بأمر من سيدهم.

«إذا لم تلجأ الضحية إلى الشرطة فذلك ليس من مسؤوليتنا»، هكذا أجاب ضابط شرطة عندما سأله أحد الشهود عما إذا كان سيتم فتح تحقيق.

يفقد العديد من الطلاب حياتهم كل عام ويتم إسقاط التهم الموجهة لمعلمي القرآن والتقليل من أهميتها أو تفشل الشرطة في التحقيق في قضايا هؤلاء الأطفال، لذا فليس لحياتهم قيمة!

سيداتى وسادتى، أعضاء هيئة المحلفين،

اخترت التحدث عن هؤلاء الأطفال ببساطة لأن هذه الممارسات اللاإنسانية يجب أن تتوقف، هؤلاء الأطفال لهم حقوق ولا ينبغي أن يحرّموا منها.

اسمحوا لي أن أذكركم بأنه في 31 يوليو 1990 تم التصديق على الاتفاقية الدولية لحقوق الطفل في السنغال.

- فهذا التصديق ووفقاً لهذه القوانين تقرر السنغال بموجب المادة 23 من هذه الاتفاقية بأن الطفل صاحب حقوق وله احتياجات ملحة في توفير الحماية والتعليم، وخاصة كما تقول هذه المادة «البقاء والنماء قدر الإمكان».

- وبشأن عمالة الأطفال تعترف المادة 15 من الميثاق الأفريقي لحقوق ورفاهية الطفل بأن الطفل محمي من جميع أشكال الاستغلال الاقتصادي ومن ممارسة العمل الذي ربما ينطوي على مخاطر أو مجازفة تعيق تعليمه، أو تعرض صحته أو نموه البدني أو العقلي أو الأخلاقي أو الاجتماعي للخطر.

- المادة 21: الحماية من الممارسات الاجتماعية والثقافية السلبية: تتخذ الدول الأطراف جميع التدابير المناسبة لإلغاء العادات والممارسات السلبية والثقافية والاجتماعية التي تضر برفاه الطفل وكرامته ونموه وتطوره الطبيعي.

وهذا يعني أن استغلال هؤلاء الأطفال والإضرار بنموهم من خلال تعريضهم للاعتداء الجسدي أو الجنسي أو حتى العمل الذي ينطوي على مخاطر أو من المحتمل أن يعرض

« طفل بلا طفولة »

سكينة مولاي عبد المؤمن

سيداتي وسادتي، هل تعرفون ما يسمى بـ «الطلاب»؟

الطالب هو طفل يبلغ من العمر 4 إلى 5 سنوات أو أكثر، يتم إرساله إلى مدرسة داخلية لتعلم القرآن ولا يغادر إلا بعد تلاوته وإتقانه بالكامل. البعض لا يخرجون أحياء، وينتهي الأمر بالبعض الآخر في المستشفى مع عواقب مدى الحياة. هؤلاء الأطفال يعانون من الإيذاء الجسدي، ويتعرضون للضرب بانتظام، ويتعين عليهم التسول لتلبية احتياجات سيدهم الذي لا يترك لهم سوى القليل من الخيارات ويفرض عليهم تحصيل مبالغ مالية لصالحه، ويمكننا القول إن هؤلاء الأطفال يدفعون ضرائب ويعاقبون بشدة إذا لم يدفعوا كامل المبلغ المطلوب.

لقد تم تحديد ما لا يقل عن 50000 طفل في مدارس تحفيظ القرآن في السنغال، إنهم يعيشون في ظروف أشبه بالعبودية ويجدون أنفسهم مقيدون بالسلاسل خشية أن يهربوا ويتعرضون للضرب بكل الأشياء. ويقولون إن للسيد أو المربط حق الحياة أو الموت على هؤلاء الأطفال المساكين، إلا أن هذا الحق التقليدي لا يحترم حقوق الأطفال التي صادقت عليها الدولة التي ولدوا فيها، إنهم يعاملون كالحوانات أو كأشياء بلا إنسانية.

عبد الله كامارا يبلغ من العمر 15 عامًا، لقد كان طالبًا في مدرسة داخلية في اللوكة بالسنغال تسمى «النمران»، لقد توفي يوم الأحد 16 فبراير 2020 بعد إصابته بضربة بمكنسة على رأسه، وقد أكد تشريح مستشفى أريستيد لو دانتك أن الصبي توفي متأثراً بصدمة في الرأس، فوجهت للمعلم عبد اللطيف سبسي تهمة الضرب والإصابة العمد التي تسببت في وفاة قاصر وتمت إحالته إلى المحكمة يوم الخميس 20 فبراير 2020.

كان فالو ديوب يبلغ من العمر حوالي عشر سنوات قبل وفاته في قرية في اللوكة، وكشفت الصحافة السنغالية عن تعرض الطالب الشاب للضرب بالعصا، لم يستوعب دروس اليوم فارتأى مساعد المعلم أنه من الضروري عقابه فقام بضربه بعنف عدة مرات ثم تركه ميئاً عدة ساعات قبل أن يطلب المساعدة.

هذان الصبيان مجرد ضحيتين من بين الكثيرين.

وحسب هيومن رايتس ووتش فقد توفي 16 طفلاً تتراوح أعمارهم بين 5 و 15 عامًا في عامي 2017 و 2018 من بينهم 3 بسبب الاعتداء الجسدي و 4 بسبب الأمراض غير المعالجة و 4 في حريقين و 5 في حوادث المرور. إنهم يتعرضون للخطر من قبل معلميه أو مساعديهم الذين يستخدمون هؤلاء الأطفال للإثراء، وتكثر أعمال الإهمال والعنف هذه في منطقة اللوكة وسانت لويس وديوربل وتوبا وتيبس.

إن الممارسات التي كانت فيان ضحية لها تنطبق عليها كل من هذه الانتهاكات للقانون: يتعرض الإيزيديون للقتل بالآلاف وهذه الجرائم ارتكبها رجال ونساء كما تشهد على ذلك النساء الإيزيديات التي تحولت إلى إماء.

إن فيان وعائلتها وأصدقائها ومجتمعها بأكمله ضحايا إبادة جماعية.

فحالة فيان حالة آلاف النساء في شمال العراق اللائي تعرضن للاغتصاب والبيع، لا شيء إلا لأنهن ببساطة ولدن إيزيديات. «لم أكن أباع دائماً مقابل المال، في بعض الأحيان كنت أقدم بالمجان» تقول إحدى الناجيات.

سيداتني وسادتي، أعضاء هيئة المحلفين الأعراء،

لقد حان الوقت لوضع حد لجرائم الحرب هذه وللإبادة الجماعية ضد الشعب الإيزيدي، على دول العالم التوقف عن التدخل في النزاعات على الموارد الطبيعية واتخاذ موقف يسمح للناس بالعيش في سلام حتى يتم الآن الإعلان عن الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وتنفيذه بالفعل.

كما أدعو حكومة العراق التي تدعي أنها ديمقراطية واتحادية إلى إعلان وضمن الحرية الدينية وحرية الفكر والضمير في دستورها ثم الالتحاق بالمحكمة الجنائية الدولية لمحكمة هؤلاء الجناة.

فهد الرضواني

يحاول الاعتراض عليه يتعرض للضرب المبرح».

تم بيع فيان في سوريا لمقاتل ليبي كان لديه زوجتان قبلها، أجبرتها زوجها على أداء الأعمال المنزلية وأهانها وضربها. «ما الذي تفعله هنا؟ كانتا توبخاها باستمرار. «أجبت باكية أنني أنا وأطفالي لم نطلب شيئاً، لكنهما لم يصدقاني، لقد شعرنا بالغيرة لأن زوجهما اشتراني وعاملتاني معاملة الأمة» تقول فيان.

لقد عانى الأيزيديون من الاضطهاد لسنوات عديدة في العراق، لكن رياح الأمل هبت في عام 2003، وبالفعل - بعد سقوط صدام حسين - أصبح للإيزيديين الحق في ممارسة عبادتهم بسلام واحترام، أصبح هذا الحق معترفاً به في الدستور العراقي الجديد، وبموجب دستور كردستان الفيدرالية طبقاً للمادة 18 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان لعام 1948 التي تنص على مبدأ «لكل فرد الحق في حرية الفكر والوجدان والدين؛ يتضمن هذا الحق حرية تغيير الدين أو المعتقد وكذلك حرية الفرد في التعبير عن دينه أو معتقده، بمفرده أو بشكل جماعي، علناً وسراً على حد سواء، من خلال التعليم والممارسة والعبادة وأداء الشعائر.»

ووفقاً للمادتين 4 و 5 من نفس الإعلان «لا يجوز استعباد أو إكراه أي شخص؛ يحظر الرق وتجارة الرقيق بجميع أشكالها». و«لا يجوز إخضاع أحد للتعذيب ولا للعقوبات أو المعاملات القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة.»

لقد انضم العراق إلى أغلبية الاتفاقيات الدولية المتعلقة بالحريات الأساسية، بما في ذلك الاتفاقيات التالية:

• الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال الميز العنصري.

• اتفاقية منع جريمة الإبادة الجماعية والمعاقبة عليها.

وتنص المادة 2 من اتفاقية منع جريمة الإبادة الجماعية والمعاقبة عليها التي دخلت حيز التنفيذ في 12 يناير 1951 على ما يلي: «تعني الإبادة الجماعية أيّاً من الأفعال التالية، المرتكبة قصد التدمير الكلي أو الجزئي لجماعة قومية أو إثنية أو عنصرية أو دينية، بصفتها هذه:

(أ) قتل أعضاء من الجماعة.

(ب) إلحاق أذى جسدي أو روحي خطير بأعضاء من الجماعة.

(ج) إخضاع الجماعة عمداً لظروف معيشية يراد بها تدميرها المادي كلياً أو جزئياً.

(د) فرض تدابير تستهدف الحيلولة دون إنجاب الأطفال داخل الجماعة.

(هـ) نقل أطفال من الجماعة عنوة إلى جماعة أخرى»

« فيان المولودة إيزيدية »

فهد الرضواني

مجازر سنجار (العراق) سلسلة من عمليات القتل التي ارتكبتها قوات الدولة الإسلامية في آب / أغسطس 2014 خلال الحرب الأهلية العراقية الثانية ضد المجتمع الإيزيدي. خلال هذا الهجوم يتم إعدام الرجال البالغين بشكل منهجي من قبل الجهاديين بينما يتم اختطاف الآلاف من النساء والأطفال وتحويل العديد منهم قسراً إلى الإسلام، يتم تحويل النساء والفتيات إلى العبودية الجنسية، بينما يتم استخدام الأولاد الصغار كجنود أطفال. سيداتي وسادبي، أعضاء هيئة المحلفين الأعزاء،

أنا أمامكم اليوم من أجل فيان، تبلغ من العمر 28 عامًا وكانت تعيش في شمال العراق في الموصل، وهي من أصول إيزيدية، الإيزيديون مجتمع يتحدث الكردية يقدر بما يتراوح بين 100000 و 600000 شخص في العراق.

في أغسطس 2014 دخل الجهاديون قريتهم مرتدين زي الدولة الإسلامية الأسود ومسلحين بأسلحة قتالية، خلال الأسبوع الأول من هذا الشهر أفادت السلطات المحلية بمقتل ما لا يقل عن 500 من الأيزيديين وتلقي الكثير منهم تهديدات مباشرة بالقتل، إما من مقاتلي الدولة الإسلامية الصاعدين أو من أعضاء الجماعات السنية المتحالفة معهم. «نساء الدولة الإسلامية كن يحضرن لنا مستحضرات التجميل قبل أن نتعرض للاغتصاب». كل يوم يمر يأتي بنصيبه من الإثارة، كل يوم أكثر فظاعة من اليوم التالي.

تواجه «فيان» صعوبة في النوم، لا تزال تسمع أصوات إطلاق نار بعد أن قام مسلحو الدولة الإسلامية بترحيل زوجها مع رجال إيزيديين آخرين من قريتهم إلى مكان منعزل، تتذكر سجن الموصل حيث تم جمع الآلاف من النساء والأطفال كغنائم حرب وحيث أنجبت ابنها الأصغر، وسط القمامة وسوق العبيد حيث أخذها جنود الدولة الإسلامية لبيعها.

لقد مرت أكثر من أربع سنوات ونصف منذ أن هاجمت الدولة الإسلامية الأيزيديين، لكن فيان تستيقظ باستمرار عدة مرات كل ليلة، مرعبة من الكوابيس، لقد كان مقر سوق الرقة منزلاً سكنياً، كان مقاتلو الدولة الإسلامية يأتون لشراء النساء والفتيات الإيزيديات هناك، كانوا يشترون اثنتين أو ثلاثاً، وأحياناً أكثر، وتذكر هذه الأم لثلاثة أطفال أن الجنود كانوا عندما يشعرون بالملل يتبادلونهم، كان المقاتلون يأخذونهم إلى الغرفة المجاورة لنا لاغتصابهم، كانت بعض الفتيات بالكاد يبلغن من العمر تسع سنوات، كن يبكين ويستغثن «ساعدوني». تقول فيان: «كل من يتحدث عن ذلك أو

جهل العالم. ولكننا نأمل فوق ذلك أن نتحدثوا عن هذه الممارسة من الآن فصاعدًا وأن تطلعوا الناس على هذا الوضع الرهيب الذي استمر لفترة طويلة، يجب أن نعمل معًا للدفاع عن حقوقهن، بل حقوقنا جميعًا، نحن النساء! لديكم صوت، استخدموه لصالح أولئك الذين لا صوت لهم.

كليمنس جومبو ونبيلا فرونينج

ابنتها ضحية نفس الفعل؟ يُمارس ختان الإناث في الريف وفي القرى التقليدية الصغيرة، ولكن - كما هو الحال في البلدان الأفريقية الأخرى - توجد نساء يمارسن هذا التقليد في المدينة أيضاً، مقابل مبلغ كبير من المال. هؤلاء الجلاتدات مختبئات لكنهن للأسف ما زلن موجودات. قبل 30 عاماً كان الوعي بطيئاً جداً في البلدان المعنية، على الجمعيات الذهاب «إلى الميدان» من أجل إقناع الناس بالتخلي عن تقاليدهم الضارة القديمة. وبعض الناس يتذرعون بالدين لكن هذه الممارسة غير مذكورة في الشريعة. إن التشويه الجنسي عمل بربري وعتيق. «هناك بعض المجتمعات التي لا تريد التخلي عن ختان البنات، لكن بمجرد التحسيس والتواصل لزيادة الوعي سيكون من الممكن إقناعهم». علينا أن نجد الكلمات الصحيحة ونتحاشى بعض المصطلحات، حسب السياق، يجب استخدام خطاب في المتناول وأقرب من النفوس». لكن على الرغم من هذه المشاريع لا تزال التقاليد عميقة الجذور.

بالإضافة إلى الصدمة العقلية التي لن تختفي تماماً فإن إزالة الأعضاء التناسلية الأنثوية تترك كذلك العديد من الآثار الجسدية التي لا يمكن إصلاحها، فعلى الرغم من التقدم الطبي المذهل المحرز في السنوات الأخيرة فإن هذا الجزء من الجسم من أكثر أجزاء جسم المرأة حساسية، وغالباً ما تكون إعادة البناء الكاملة مستحيلة. يوجد جراحون متخصصون في هذا المجال يحاولون ابتكار تقنيات إصلاح جديدة، لكن النساء المختونات يعانين عواقب مدى الحياة. في معظم الأحيان: لديهن ألم دائم في المنشعب أثناء ممارسة الجنس أو كل يوم أثناء المشي، ونظراً لأن الاستئصال يتم باستخدام شفرات مستخدمة وصدئة وغير مطهرة بالطبع فإن عدد الإصابات كبير، بل إن النساء يمتن بعد أسابيع قليلة من الختان. هناك أيضاً مشاكل تظهر أثناء الولادة. علاوة على ذلك، تجبر هؤلاء النساء على الولادة في ظروف صحية رهيبة، بمفردهن، وغالباً بدون طبيب. نتيجة لذلك يفقد أكثر من شخص حياته. إن قائمة مضاعفات ختان البنات العقلية والجسدية كما فهمتم لا تحصى، و تظل هؤلاء النساء صامتات خوفاً من الانتقام وكذلك من غضب الرجال المتشبهين بشكل وثيق بتقاليد الأجداد البشعة، لأن عدم الختان قد يمنعهن من الحصول على زوج فيما بعد. نعم! فكثير من الرجال يرفضون النساء غير المختونات، ثم يُستبعدن عن شعبهن وعن عائلاتهم ومجتمعهن. يوم 6 فبراير هو اليوم العالمي لمكافحة تشويه الأعضاء التناسلية، ويمكننا استخدام هذا اليوم لاتخاذ إجراءات ورفع مستوى الوعي حول العالم، لكننا بحاجة إلى بذل المزيد من الجهد، ومحاربة الختان معركة يومية تتطلب مشاركة ومعرفة كبيرة بالموضوع، لهذا السبب قررنا أخذ الكلمة في هذا الشأن، قررنا التحدث عن هذا الموضوع لأن قلة قليلة من الناس يعرفون تعريف كلمة الختان، لذلك نتمنى أن تكونوا قد فهمتم أهمية الحديث عنها، وأن تكونوا جميعاً قد أدركتم المشكلة، و تأثرتن بهؤلاء الفتيات اللواتي قد تكون زوجاتكم وأمهاتكم وأطفالكم واللاني يعانين في صمت، هؤلاء النسوة المظلومات والصامتات في وجه

کلیمنس جومبو و نیلا فرونینج

مرحبا سيداتي و سادتي أعضاء هيئة المحلفين. أشكركم على إعطائنا الكلمة اليوم، قبل أسابيع قليلة احتفلنا باليوم العالمي لحقوق المرأة، لكن في موريتانيا لم يتم الاحتفال بهذا اليوم أو الاعتراف به على أنه كفاح مهم، فلماذا لا يُستخدم هذا اليوم هنا كما في أي مكان آخر في العالم للدفاع الحقيقي عن حقوق المرأة؟ اليوم ونحن نتحدث من المؤكد أن إحداهن تقوم بقطع العضو التناسلي لفتاة صغيرة في أعماق خيمة في الريف.

في موريتانيا اليوم 66% من النساء مختونات، حسب مكتب الإحصاء الوطني تعرضت 125 مليون امرأة لختان الإناث في أكثر من 29 دولة، ويطال هذا التشويه فتيات صغيرات لا تتجاوز أعمارهن ثلاث أو أربع سنوات، وأحياناً أصغر. هذا هو الحال مع كادي التي اقتيدت قسراً إلى القرية المجاورة لتقطعها الشياخات ورجلاها مفتوحتان فوق حفرة، والدماء تتدفق بغزارة، والبكاء مفعج، والصدمة لن تختفي أبداً. ... على الرغم من التقدم الأخير في البلاد لا يزال عدد أكبر من المواطنين الموريتانيين غير مدركين لخطر هذه الممارسة، ومع ذلك توجد بالفعل بعض الجمعيات - حتى داخل البلاد - التي تدين هذه الجريمة وتتخذ إجراءات لوقفها، لكن كيف يمكننا أن نجعل الأشياء تحدث إذا كان السكان المعنون جاهلين؟

هنا في موريتانيا لا يوجد قانون ضد هذا النوع من التشويه، لكن الحكومة الموريتانية انخرطت في عدة برامج لمحاربة الختان كما أخبرتنا ياخاري سوماري، الأمينة العامة لمنظمة غير حكومية مقرها بموريتانيا، وتوضح قائلة: «نحن الذراع الفني لهذه الاستراتيجية لأننا شريك التنفيذ المباشر مع السكان». عندما يتعلق الأمر بتغيير السلوك يمكننا فقط تغيير سلوك أولئك الذين نعيش معهم، لذلك عليك أن تكون واحداً منهم حتى يتم فهم الرسالة.». وهذا الختان - علاوة على كونه عنف ضد المرأة - هو كذلك انتهاك للمادة الثانية من القرار الذي اعتمدته الجمعية العامة في عام 1994 والذي يقول: «من المفهوم أن العنف ضد المرأة يشمل - على سبيل المثال لا الحصر - أشكال العنف المذكورة أدناه: أ) العنف الجسدي والجنسي والنفسي الذي يمارس داخل الأسرة بما في ذلك الضرب والاعتداء الجنسي على الفتيات الصغيرات في المنزل والعنف المرتبط بالمهر والاعتصاب الزوجي وتشويه الأعضاء التناسلية والممارسات التقليدية الأخرى الضارة بالمرأة والعنف غير الزوجي و العنف المرتبط بالاستغلال.».»

وهي جملة جد واضحة بما لا يترك مجالاً للشك، تخيلوا الصدمة التي تعرضت لها فتاة صغيرة بسبب قطع شريان بظرها بشفرة صدئة ممسكة بالقوة من قبل امرأة وغير قادرة على الحركة، كيف يمكن للمرأة التي عانت من هذا التعذيب وهي طفلة أن تجعل

العديدة الأخرى. لذلك أناشد أولياء الأمور والمسؤولين التربويين لمتابعة تعليم الأولاد بنات وبنين، لأن مستقبلنا يعتمد عليهم، مستقبلنا في أيدينا، فلنقم ببنائه بأقوى سلاح لتغيير العالم، كما أدركه أحسن إدراك نيلسون مانديلا اشكركم.

فاتو ماريكا

أعني بكتابة الحروف، ومن يتحدث عن الحروف يتحدث عن الكلمات، ومن يقول الكلمات يقول العلم.

كيف نريد لهؤلاء الأطفال أن يكتسبوا الاحترام من لدن أقرانهم عندما جعلناهم عن قصد خرافاً تجري وراء كل من هب ودب؟

نعم أيها الحضور الكرام، من لم يتعلم يصبح أشبه بقطعة من الورق تحوم بها الريح حيث مالت، وهو عرضة لتصديق كل ما يسمع أو يرى، لن يصبحوا أكثر من مترددين أو حتى هامشين، أناس غير قادرين على اتخاذ مصائرهم بأيديهم.

كم هم الرجال الذين علقوا رؤوسهم في المقصلة بسبب الجهل؟ البئر التي تحفرها الأمية تكون دوماً مظلمة والذين لا يعرفون القراءة ولا الكتابة محكوم عليهم بالتسكع الذي لا يطاق في عالم الأشباح هذا.

كما أنني لن أستطيع الحديث عن المساوئ وعن التعليم دون الاقتباس من صيغ للإنساني العظيم، فيكتور هوغو في قصيدته الوجيعة والرائعة بعنوان «السجن»:

«تسعون لصاً من بين مائة في السجن

لم يذهبوا ولو مرة واحدة إلى المدرسة ،

ولا يعرفون القراءة، توقيعهم بالصليب.

في هذا الظل تحديداً وجدوا الجريمة.

والجهل هو الليل الذي يبدأ التدمير.

وحيث يزحف العقل تموت النزاهة ... »

إن نقص التعليم يشل العقل، بانس من لم يزرع في مواسمه الأولى.

سيداتي وسادتي، فلنرحم هؤلاء الفتيان والفتيات الذين وقعوا ضحايا هذا الظلم القاتل، ألم يحن الوقت لوضع قوانين تحمي هؤلاء الضعفاء؟

إذا اعتقدنا أنه بإمكاننا الخروج هكذا من النزل عن طريق إخراج الفتيات من المدرسة، فلنفكر مرة أخرى، فنحن بعيدون جداً عن رؤية الشمس.

لقد حان الوقت لموريتانيا أن تستفيد من المساهمات الإيجابية للحدثة وأن تنظم القوانين التي تحمي الفتيات وتقيم التوازن في المساواة بين الفتيان والفتيات حتى يتم التعامل مع هؤلاء الفتيات بإنسانية.

لقد حان الوقت لنفهم أن التعليم لا يعتمد على جنس وإن ساد، بعبارة أخرى إنه الأولوية، وهذه الأولوية لا تحتاج إلى إثبات في هذا العصر الرقمي وغيره من التطورات التقنية

الناس أحرارًا متساوين في الكرامة والحقوق». فلماذا نستمر في الاعتقاد بوجود أسبقية بين الفتيات والفتيان؟

سيداتي وسادتي، هل تجدون أنه من الجائز أن يدان أحد في هاوية الجهل بسبب التمييز على أساس الجنس في هذا العصر؟

أي شخص ذكي سيهز رأسه احتجاجًا، لذلك أيها السيدات والسادة فلنصرخ في انسجام تام في وجه هذه الوحشية «لا للتمييز» و «نعم للتعليم للجميع دون أي تمييز»، ولنبدل قسارى جهندا لمنح إخواننا من البشر الفرصة لتشكيل عقولهم من خلال التعلم.

سيداتي وسادتي، لا أستطيع أن أحدث دون أن أذكر مصير هؤلاء الأطفال المنحدرين من عائلات فقيرة والذين يجولون الشوارع طوال اليوم أو يجمعون القمامة في سن مبكرة لأن والديهم لا يستطيعون تغطية نفقاتهم، إنهم مجبرون على مساعدتهم عن طريق الصعود على عربات للحصول على قوتهم اليومي الزهيد، هؤلاء الأطفال الذين لم يحصلوا على التعليم بسبب ظلم قادتنا السياسيين، أولئك الرجال الذين يعتبرون أنفسهم معلمين لقواعد اللياقة وينظرون إلى هؤلاء الأطفال الفقراء الذين يعيشون في خرق مع والديهم في حالة من الهشاشة ويحكم عليهم بالفقر باستمرار ومن دون أبسط دعم، نظرات هؤلاء الأطفال مثيرة للشفقة، هم لم يذهبوا في يوم من الأيام إلى المدرسة بسبب عدم مساعدة الدولة: نعم، هذا أيضًا انتهاك لحقوق الإنسان.

الوصول إلى التعليم ليس معروفًا، بل هو على العكس من ذلك حق يجب أن يتمتع به كل طفل.

سيداتي وسادتي أعضاء هيئة المحلفين وأعزائي الحضور، أليس من المفترض أن تتولى الدولة مسؤوليتهم حتى تضمن لهم مستقبلًا مشرقًا؟

بالطبع، خاصة إذا أخذت في الاعتبار المادة 11 من الميثاق الأفريقي لحقوق ورفاهية الطفل التي تنص على أنه على الدولة أن «تقوم بتوفير التعليم الإلزامي الأساسي؛ واتخاذ الإجراءات التي تشجع على الحضور المنتظم في المدارس، وتقليل معدلات الانقطاع». كيف نخيل عالمًا أفضل يحرم فيه البعض بلا داعٍ من هذا الحق؟

تخيل مستقبل هؤلاء الأطفال الذين لم يذهبوا من قبل إلى المدرسة والذين لا يستطيعون القراءة ولا الكتابة في القرن الحادي والعشرين، لننساءل: ما الذي سيحل بهم؟ بلا أدنى شك سيصبحون بالغين بائسين، مكفوفو عصرنا الحديث.

أيها السيدات والسادة،

العالم ينهار،

هالك من لا يعتز بالكتابة.

« الحق في التعليم »

فاتو ماريكا

السلام عليكم

سيدي الرئيس، سيداتي وسادتي أعضاء هيئة المحلفين، أنا هنا للدفاع عن حق قريب جداً من قلبي، حق أساسي مثل الماء في حياة كل إنسان، ألا وهو الحق في التعليم. نعم الحق في التعليم، هذا الحق ذو الأهمية الكبيرة لعامة الناس.

من الصعب تصور وجود أطفال في الوقت الحاضر - غالبيتهم الساحقة من الفتيات - محرومون ظلماً من هذا الحق الأساسي بسبب عدم احترام المادة 26 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان وهي المادة التي تنص على أن «لكل فرد الحق في التعليم». هل الفتيات استثناء؟

سيداتي وسادتي، لا وكلا، على حد علمي على الأقل، لأنهن أفراد، تماماً مثل الرجال. من غير المقبول أن لا يتمكن هذا الحشد من الفتيات الصغيرات في موريتانيا وغرب إفريقيا بشكل عام من الوصول إلى المدرسة بحجة أنهن فتيات، هل من الطبيعي أن نتجاهل هذه الكارثة؟ أكرر بقوة أن تسرب الفتيات من المدرسة كارثة، لأنه لا يمكن لأي شعب أن يطمح للظهور دون تعليم فتياته، ولن يتطور العالم أبداً بدونهن ولن يكون المستقبل بدونهن أبداً، كيف نريد أن نطفو بدون أولئك الذين يجلبون البشر إلى العالم؟ لا تستطيع الشجرة أن تنمو من دون جذورها.

وكما قالت السيدة الأولى لموريتانيا الدكتورة مريم الداه خلال أحد المؤتمرات عبر الفيديو - وأحسن القول - «يشكل تعليم المرأة رافعة قوية للتنمية الاقتصادية والاجتماعية».

أتساءل كل يوم لماذا يتم التعامل ضد الجنس اللطيف بمثل هذا التحيز.

هل كوننا فتيات يكفي لتجريدنا من إنسانيتنا؟

هل نستحق التمييز ضدنا لمجرد أننا نساء؟

هل نستحق أن نُسَاء معاملةتنا لأننا نسمي بشكل غير عادل وجنساني «الجنس الأضعف»؟، باعتبارنا كائنات من الدرجة الثانية؟

هل لاننا .. هل لاننا ..؟

تنص المادة الأولى من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان بكل وضوح أنه «يولد جميع

لقد التقى باحثون من هيومن رايتس ووتش بأسرة يالي خلال زيارة إلى نواكشوط في 6 سبتمبر / أيلول 2018، قال أقاربه إن سجله الجنائي نظيف حتى الآن وأنه كان مصدر الدخل الوحيد لأسرته، بمن في ذلك أطفاله الستة.

ونبّهت هيومن رايتس ووتش إلى أن العرق والميز من القضايا الحساسة سياسيا في موريتانيا وأنهما وراء العديد من القوانين التي تحتوي على أحكام عامة للغاية تُستخدم لقمع اللجوء السلمي إلى التعبير النقدي.

سيداتى وسادتى أعضاء هيئة المحلفين،

على السلطات الموريتانية الاستجابة لتوصية هيومن رايتس ووتش بمراجعة قانون العقوبات وقانون الجرائم الإلكترونية وقانون مكافحة الإرهاب، عليها كذلك حذف مواد هذه القوانين العامة والغامضة بشكل مفرط والتي لا تتوافق مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان فيما يتعلق بتعريف الجرائم مثل التحريض على العنف أو الكراهية العنصرية، والتي تعرف هذه الجرائم بشكل واضح وبكل دقة.

نطالب بالإفراج عن موكلنا وبالانضمام إلى قضيتنا لإنهاء هذا الميز العنصري في بلادنا.

شكرا لانتباهكم.

بنّا كيسى وصفيّتو سي

هذه المجموعة بتهمة التحريض على العنف والكراهية العنصرية بسبب رسائل نشرها على الشبكات الاجتماعية وندد فيها بالميز العنصري في موريتانيا. سيداتي وسادتي أعضاء هيئة المحلفين الأعزاء،

عبد الله سالم ولد يالي يقوم بنشاطات تتعلق بخطابه السلمي للدفاع عن المجموعة المهمشة التي ينتمي إليها، ومن أجل الوصول السريع إلى جميع العناصر الموجهة ضده.

يشير أمر الإحالة الصادر عن المحكمة في 3 سبتمبر / أيلول 2018 عن قاضي تحقيق من غرفة مكافحة الإرهاب بمحكمة نواكشوط إلى أن التهم تستند فقط إلى رسائل نشرها يالي على شبكة واتسآب، لا يحدد الأمر التشريعي عدد أو تواريخ هذه الرسائل ولكنه يدعي أن يالي كان نشطاً في مجموعة واتسآب كانت تضم حوالي 250 مشاركاً.

في رسائل واتسآب التي استمعت إليها هيومن رايتس ووتش والتي يبدو أنها صادرة من يالي، استنكر الناشط البالغ من العمر 43 عاماً مصير مجموعته المهمشة، مجموعة لحراطين، داعياً إياها للدفاع عن حقوقها ولمقاومة نخب «النظام» وكذلك مقاومة الرئيس محمد ولد عبد العزيز.

كما ينص أمر الإحالة على أن يالي قال أيضاً في مجموعة الواتسآب: «يجب إظهار لهذه الكلاب حدودها» و «إحضار أسلحة من الخارج وسأقف بجانبكم». قال محامي يالي أحمد علي مسعود لـ هيومن رايتس ووتش إنه من غير الممكن تأكيد هذه الاستشهادات لأن المحكمة لم تفرج بعد للدفاع عن أي تسجيلات صوتية قد تكون جزءاً من ملف القضية.

حتى لو كان يالي قد أدلى بالفعل بهذه التصريحات داخل مجموعة واتسآب فمقاضاة التحريض على العنف أو الكراهية العنصرية ينبغي أن تتم في جو عام من احترام حرية التعبير.

يالي متهم بموجب المادة 83 من قانون العقوبات بتهمة تحريض «المواطنين على تسليم أنفسهم ضد سلطة الدولة أو تسليم أنفسهم ضد بعضهم البعض». ومواد قانون الجرائم الإلكترونية التي يُزعم أنه انتهكها تعاقب «التحريض على العنف أو الكراهية العنصرية» و «إهانة شخص بسبب انتمائه إلى مجموعة تتميز بالانتماء العرقي أو اللون أو النسب أو الأصل القومي أو الإثني، أو انتمائه لمجموعة من الأشخاص تتميز بأي من هذه الخصائص».

كما أنه متهم بموجب قانون مكافحة الإرهاب لعام 2010 والذي يتضمن في تعريفه للعمل الإرهابي «التحريض على التعصب الإثني أو العنصري أو الديني».

« اتهام على خلفية من الميز العنصري »

بننا كيسى وصفيتو سي

سيداتي وسادتي أعضاء هيئة المحلفين الأعزاء، أيها الحضور الكريم.

إنني أتحدث إليكم للتأكيد بالميز العنصري في بلدنا.

الميز العنصري هو أي عمل أو ممارسة باسم خصوصية بدنية أو إثنية أو دينية أو خاصية ثقافية، يستهدف شخصا ما بشكل غير مبرر أو يعرض حياته للخطر. في موريتانيا يظهر الميز بوضوح بين الزوجات الموريتانيات والبيضات وخاصة ضد مجموعة لحرطين، موكلنا ينتمي لهذه الأخيرة.

لم تتخذ السلطات الموريتانية الإجراءات اللازمة في مواجهة الانتهاكات الصارخة لحقوق الإنسان ضد السكان الزوجات الموريتانيات بين عامي 1989 و 1991، ووفقاً للمقرر الخاص المعني بالأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكره الأجانب والتعصب فقد أجبر أكثر من 300 ألف شخص على الفرار إلى الخارج أو نزحوا أو عادوا خلال هذه الفترة، كما تم القبض على أكثر من 3000 شخص وسجلت 500 ضحية لعمليات إعدام غير قانونية بشكل رئيسي داخل جالية الزوجات الموريتانيات. في عام 2000 اعتبرت اللجنة الأفريقية لحقوق الإنسان والشعوب أن السلطات الموريتانية مسؤولة عن انتهاكات جسيمة وواسعة النطاق لحقوق الإنسان، ولا سيما الميز على أسس عرقية والتعذيب والاعتقال وعمليات القتل غير القانونية والقتل خارج نطاق القضاء والطرده الجماعي للزوجات الموريتانيات، وأوصت الحكومة بفتح تحقيق مستقل ومحاكمة المسؤولين وإعادة إدماج المبعدين وتعويض الأرمال للقضاء على العبودية، لم يتم تنفيذ التوصيات بالكامل.

لحرطين أي أحفاد العبيد (حوالي 45 إلى 50 ٪ من السكان) من أصل أفريقي أسود ولكن ثقافتهم أصبحت عربية بعد قرون من الإدماج من قبل سادتهم البيضات، ليخضعوا لسلسلة من الميز المادي والرمزي طوال الحياة. ينبع هذا من التقاليد الطبقية التي تمت إدامتها وإعادة إنتاجها من قبل جهاز الدولة المصدر الوحيد للثروة والذي يحتفظ به أحفاد السادة: الحرمان من الصفقات العمومية ومن تراخيص الصيد واستمرار زواج الأقارب القسري تقريباً وغياب قانون العمل وانخفاض مستوى التعليم ومستوى التسجيل في القوائم الانتخابية وارتفاع معدل وفيات الأطفال وارتفاع معدل المواليد وندرة حملة الشهادات العليا، والتمييز من الوظائف العليا في الوظيفة العمومية وفي الدبلوماسية والقضاء والقيادة العسكرية.

لقد قالت هيومن رايتس ووتش إن محكمة جنائية موريتانية وجهت اتهاماً لموكلنا من

في سبيل محاربة هذا الظلم علينا جميعاً أن نقف ونعبر عن سخطنا! يجب على الدولة احترام التزاماتها الدولية من خلال الانخراط الكامل في النضال من أجل القضاء على العنف ضد المرأة الموريتانية. يجب أن تعزز المساواة بين المرأة والرجل، وتدرّس مفهوم الموافقة في المدارس، ذلك لأن الوقت حان كي تحترم المدارس الموريتانية القانون وتوفّر دورات التربية الجنسية الإلزامية، كما يجب على الدولة أن تضع برامج لدعم النساء ضحايا الاغتصاب، وهو ما يتطلب الاستثمار في الصحة والوقاية، ولكن قبل كل هذا وذلك وضع حد لفضيحة الزنا عن طريق إدراج تجريم الاغتصاب في القانون.

ليلى سيلا وفاتماتا جينغ

خارج إطار الزواج في مجتمع محافظ وتقليدي، ملطخة سمعة عائلتها. على الرغم من هذا الخطر الجسيم تقدم بعض النساء الشجاعات شكوى، لكن غالباً ما ينتهي بهن الأمر في السجن بتهمة الزنا أو تقع ضحايا نظام عديم الكفاءة، ما يمثل عقوبة مزدوجة لهؤلاء الشابات.

هكذا فإن العدالة لا تساعد الضحايا، بل تدفعهن للأسفل! كذلك على هؤلاء النساء والفتيات ألا تعتمدن على دعم الأسرة، فهو في كثير من الأحيان معدوم! إنه الإدلال إلى أقصى الحدود! علاقة خارج الزواج وفوق ذلك غير مقصودة كافية لنفي امرأة اغتصبت وتعرضت للاحتقار وللكدمات. إنها في عيون الجميع مذنبة وليست ضحية! مريم في العشرين من عمرها وهي إحدى ضحايا الاغتصاب، اعتدى عليها سائق تاكسي ودفعت الثمن كغيرها! إدراكاً منها لأوجه القصور في النظام القضائي وعبء المجتمع والتقاليد أخفت محنتها إلى أن وجب عليها أن تشرح سبب حملها يوم بلغ شهره الثامن، اعتقدت أنها قد تجد القليل من التعاطف لدى والدتها فأخبرتها بأمرها بسبب خوفها من الموت في ذلك المساء وبسبب الألم، غير أن الأم نقلت ذلك الاعتراف في نفس المساء لوالد مريم الذي استشاط من الغضب من ابنته ولم يعد يريد لها تحت سقف منزله ليقيم بتسليمها إلى مركز الشرطة، مطالباً بالحاح بسجنها، وعلى الفور! معتبراً ابنته عاراً وخزياً لأنها مارست الجنس خارج إطار الزواج.

كان من الممكن أن نخبرك أيضاً قصة روحية، قصة لا يرى فيها البعض سوى خبر قذر، إلا أنها تجسد التناقض الذي يمثله الزنا. روحية ضحية سفاح القربى والعنف من والدها، واجهت بعد ذلك كابوساً عندما احتجزها رجل آخر وخدّرها واعتدي عليها جنسياً مشتركاً في جريمته بشكل مرعب مع ثلاثة رجال آخرين، استمر أسر روحية ومحنتها عدة أسابيع إلى أن عثرت عليها الشرطة وأعادتها إلى منزل والديها لتعود بسرعة وتوقفها بتهمة الزنا ويتم نقلها إلى سجن النساء الوطني.

إن تجريم الضحايا وعدم معاقبة المغتصبين من العوامل التي تساعد على زيادة العنف الجنسي، لقد ارتفع عدد حالات الاغتصاب من 25 إلى 75٪ في السنوات الأخيرة، والمغتصبون لا يخشون أي عقاب في وقت يبقى فيه عدد الإدانات ثابت، أي ما يقارب الصفر! في موريتانيا ليس للناجيات من الاغتصاب من يلجأن إليه، لا عائلة ولا مؤسسة، الدولة مقصرة في جميع واجباتها، مع وجود طبيب شرعي واحد فقط يمارس الطب الشرعي في البلاد وعدم وجود ملاذ آمن لاستيعاب ضحايا الاغتصاب، في مثل هذه الظروف قد تشعر النساء والفتيات بالضيق والتخلي عنهن أثناء خوضهن تجربة مؤلمة كهذه، والأسوأ من ذلك إن تم القبض على الناجيات من الاغتصاب ومحاكمتهن بتهمة ممارسة الزنا، فعلى سبيل المثال إذا قررت امرأة تعرضت للاعتداء الجنسي الإبلاغ عن هذا الاعتداء دون أن تتمكن من إثبات عدم موافقتها يتم اتهامها بالزنا واعتقالها.

« فضيحة الزنا »

ليلى سيلا وفاتماتا جينغ

سيداتي وسادتي المحلفون، نحن هنا اليوم للتحدث إليكم عن موضوع يatal 45% من النساء في كل مكان: الاغتصاب.

لا يتوقف الاغتصاب عند حدود موريتانيا كما توحى معالجة حالات الاغتصاب في بلدنا، هذا البلد الذي يقوم فيه قانون العقوبات على «الشرعية» وحيث القضاة رجال منتشرون في كل مكان، في موريتانيا بإمكان الرجل الحصول على تعليم قرآني أن يصبح قاضياً، بينما لا يُسمح للمرأة الحاصلة على نفس التعليم بالعمل في سلك القضاء، وهذا تمييز وعدم مساواة ضار بالنسبة للنساء ضحايا الاعتداء الجنسي. إن الإكبار على سرد وقائع عنف وحشي مثل الاغتصاب لجمهور من الذكور يزيد من محنة المرأة، سواء في مركز الشرطة عند تقديم الشكوى أو لدى المثول أمام القاضي، تخيلوا الانزعاج الشديد الذي يعتري المرأة - خاصة المسلمة - التي تشعر بتدنيس عرضها وشرفها عندما يكون عليها أن تحكي محنتها لرجل غالباً ما يكون غير متقبل وغير متعاطف، ناهيك عن الحياء المنقوش في جينات الموريتانيين الذين يعتبرون الحديث عن الحياة الجنسية من المحظورات، ويتفاهم انزعاج هذه المرأة المغتصبة عندما تفهم أنه لا يوجد في القانون الموريتاني ما يساعدها، علاوة على ذلك يأسف المحامون لأن الإدانات نادرة وغير مؤكدة وأنها تعتمد على حساسية القاضي. إن هذا التعسف يركز على حقيقة أن نصوص القانون الموريتاني غير دقيقة وغامضة، فتتم التغطية على عدم توفير العدالة للضحايا بترتيبات ودية يتم التفاوض عليها بين أسرة المعتدي وعائلة الضحية، في كثير من الأحيان دون مراعاة مصلحة الضحية ومعاناتها وحاجتها إلى العدالة.

وفي كثير من الأحيان يصف القضاة اغتصاب المرأة أو الفتاة بأنه زنا، أي إقامة علاقات جنسية خارج إطار الزواج، وهي علاقات محظورة تماماً في موريتانيا ويعاقب عليها بالسجن، فتجد الضحية نفسها متهمَةً ومذنبَةً ومعرضة للسجن، مما زاد عدد الإدانات بسبب الزنا فارتفع بشكل كبير عدد السجنيات لهذا السبب في السجون الموريتانية، ذلك لأن القضاة المسلمين يعتبرون ضحايا الاعتداء الجنسي مسؤولات بنسبة 50% عن اغتصابهن.

سيداتي وسادتي أعضاء هيئة المحلفين، عليكم إدراك حقيقة أن المرأة التي تتعرض للاغتصاب في موريتانيا يمكن أن تعامل في قفص الاتهام على قدم المساواة مع المعتدي! يا لها من فضيحة! هذه هي فضيحة الزنا! السجن لمن تعرضت لأبشع عمل جبان على الإطلاق: الاغتصاب مع الضرب والاعتداء، السجن لمن فقدت عذريتها

إنه أمر مقلق! تشير تقارير الأمم المتحدة إلى أن واحداً من كل ستة أطفال أي 357 مليون فتاة وصبي يعيشون في منطقة من العالم متأثرة بالحرب أو بالنزاعات المسلحة، وفي هذا السياق تشير التقديرات إلى أن عدد الأطفال الذين أجبروا على المشاركة في الحرب قد زاد بنسبة 75% خلال العقد الماضي، نعم هو ما سمعتموه: 75%.

الكثير والكثير من الأطفال: بابلو، دومينيك، جيمس، ديفيد، غابرييل، مارك، روز، علي، موسى، كلهم سلبوا كل شيء!

سيداتي وسادتي أعضاء هيئة المحلفين، هذه المسألة ساخنة! يجب على مجلس الأمن أن يبذل قصارى جهده لمنع تجنيد الأطفال، وأن يبذل قصارى جهده لإصلاح هؤلاء الآلاف من الصغار المعذبين، لا بد أن ينتهي كابوسهم ويجب أن يستعيدوا حقوقهم! حقهم في المساواة، أي أن يكونوا قادرين كغيرهم من الشباب البالغين على تعلم حرفة وأن يحظوا بالاهتمام اللازم لتنميتهم والحصول على وظيفة وسكن، وعلى الرعاية الطبية المناسبة، وبالطبع الحصول على تفهم المجتمع.

أما بالنسبة لجميع الأطفال الآخرين فتجب حمايتهم من كافة أشكال القسوة والإهمال والاستغلال.

مكفوله الطالب

نائية، إنهم مخيفون أو مخلجون أو كلاهما معا، هم ضحايا الدول والمؤسسات الدولية العاجزة عن منع مأساتهم ومنع انخراطهم في نزاعات مسلحة ودموية، وفوق ذلك يواجه هؤلاء الأطفال عدالة هذه الدول التي لم تستطع حمايتهم عندما كانوا في أمس الحاجة إليها! إنهم ضحايا جنون الكبار، لا تقبل لهم أي ظروف مخففة، فمهما يكن هم متهمون ومذنبون!

أفكر في هؤلاء الأولاد وهم يرتدون ألوان الجماعات الإسلامية وأنصار الدين والقاعدة في بلاد المغرب الإسلامي، أسرى الجيش النظامي المالي يعرضون كغنيمة حرب على التلفزيون الوطني بعد انقلاب 2012، ومما لا شك فيه أنهم بعد ذلك سُجنوا مع مقاتلين آخرين بالغين دون أي حماية قانونية؟

أفكر في دومينيك إونجوين الذي تم تجنيده في سن التاسعة من قبل جيش الرب للمقاومة الأوغندي وضرب وجوع، أصبح أشبه بالعبدة ثم تم تخديره وإجباره على المشاركة في أبشع الفظائع والاغتصاب والاعتقالات الجماعية، ... ضحية التجنيد والتلاعب والمعاملة البربرية واللاإنسانية، حبيس دوامة جهنمية....

سادتي، سادتي، أسألكم ما هو الخيار الذي كان متاحا له؟ رغم ذلك أدانته المحكمة الجنائية الدولية في بداية هذا العام. هذه الأمثلة - وتوجد المئات منها - تظهر حجم الكارثة .. طفولة تقتل ومستقبل يحطم!

كيف لا نشعر بالصدمة والفضيحة بسبب كل هذا الظلم؟

سيداتي وسادتي أعضاء هيئة المحلفين،

أنتم على الأرجح آباء ... إن تجاهل هذه المصائر المقطوعة في مستقبل العمر يعني إنكار حقوق هؤلاء الأطفال في وجود «طبيعي»، أي الوجود الذي يحق لكل واحد منا، وهذا ما تذكره اتفاقية الأمم المتحدة لحقوق الطفل والقانون الدولي لحقوق الإنسان: «لا يجوز تجنيد أي طفل دون سن 18 في القوات المسلحة الحكومية أو في جماعات المتمردين المسلحين أو الميليشيات أو العصابات» أو مجموعات الإرهابيين أو الثوريين. إن عدم مرافقتهم عند عودتهم إلى مجتمعهم يشبه المرور بالغريق ومواصلة السير دون تقديم المساعدة له، إنها جريمة عدم مساعدة شخص في خطر!

إن التهديد الذي يترتب بالقصر المنغمسين في الفوضى والضائقة الاقتصادية يتزايد مع زيادة التوترات الإقليمية الناجمة عن الصراعات على المياه والمراعي وما إلى ذلك مع تكاثر التوترات بين الدول حول الموارد الإستراتيجية (الهيدروكربونات أو المعادن) أو تلك الناتجة عن النزاعات العرقية، فهذه النزاعات على الرغم من اختلاف طبيعتها وتحدياتها إلا أنها في الواقع تشترك في أمر واحد: حالة السكان المدنيين الذين يتزايد استهدافهم بالعنف، ومن بينهم نساء وأطفال، وهم الأكثر ضعفاً وتعرضاً لجرائم الحرب،

« طفولة تقتل ومستقبل يحطم! »

مكفوله الطالب

سيداتي وسادتي المحلفون،

أنا فخورة ويشرفني أن أرفع أمامكم قضية قريبة من قلبي: قضية الجنود الأطفال.

يوجد 300 ألف جندي طفل في أكثر من 30 صراعًا حول العالم، لكن في الواقع من يستطيع أن يعرف؟ في الصومال، في جمهورية الكونغو الديمقراطية، في أوغندا، في نيجيريا، في جنوب السودان، في إريتريا وحتى أقرب إلينا في مالي المجاورة، ... كم هم أولئك الأطفال المفصولون عن الفصول الدراسية وعن ملاعب كرة القدم يحملون بندقية آكا 47 على الكتف بدل الحقيبة؟

ما يمكن قياسه هو تأثير الحرب على الأطفال والأثر المدمر بشكل خاص لمشاركتهم في صراع مميت، يتم تجنيدهم مرغمين - بدافع الضرورة في كثير من الأحيان - وإجبارهم على الاستمرار في الخدمة في صفوف الجيوش غير الحكومية أو الجماعات شبه العسكرية أو الإرهابية، ثم تكليفهم بمسؤوليات من قبيل مراقبة نقاط التفتيش والطهي والتسوق وحمل الرسائل ... أو حتى التجسس لصالح زعيم متمرّد. وبما أن حياتهم لا تزن كثيرًا بالنسبة لأولئك الذين يستغلونهم يتم استخدامهم لزرع الألغام أو إزالتها، باختصار يستخدمونهم وقودًا حقيقيًا للمدافع، وإذا تدربوا على التعامل مع الأسلحة يصبحون مقاتلين. الفتيات الصغيرات لا يعرفن مصيرًا أحسن تحسّن عليه، تتزوجن قسرًا وتحملن أبناء أمراء الحرب غير المرغوب فيهم، وتغتصبن وتبعن ويتم استغلالهن جنسيًا وتصبحن متنفسًا للجنود. هؤلاء الأطفال الجنود الأولاد أو البنات الذين حرموا من طفولتهم ذُبحوا وفقدوا إلى الأبد وتقلصت آفاقهم وتحطم مستقبلهم! ذلك لأن الكابوس بالنسبة لهم لا ينتهي بانتهاء الأعمال العدائية أو بإطلاق سراحهم من قبل الجماعات المتمردة والمليشيات الأخرى، فحماية حقوقهم مسألة أساسية لدى عودتهم إلى قراهم وفي منازلهم، كما هو الحال أثناء تجنيدهم القسري أو اختطافهم من قبل بالغين مدمني مخدرات وعديمي الضمير، إنهم ضحايا من زوايا عديدة، لذلك يصابون بصدمة بسبب الانفصال عن عائلاتهم وتجربة الحرب التي مروا بها وما شاهدوه وعانوه، وبسبب والجرائم التي ارتكبوها بأنفسهم ... كلها تطاردهم حتى في نومهم وتطرد أحلامهم، لكن هذا ليس كل شيء !

بعد تسريحهم محرومين من أي معالم حياتية ومن أي تحصيل مدرسي، بلا تدريب يمكنهم من تولي المسؤولية عن حياتهم، غالبًا ما يرفضهم مجتمعهم وترفضهم أسرهم إن لم تكن اختفت بسبب النزاع، مقتولة أو لاجئة إلى مكان ما في بلد نائي، أو منطقة

بروح الإخاء». وهؤلاء النساء يُنظر إليهن على أنهن أضعف، وأنهن خاضعات للرجال ذوي الأفكار الجنونية.

وكذلك توضح المادة 3 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان بشكل خاص أن « لكل فرد حق في الحياة والحرية وفي الأمان على شخصه.» هل تشعر هؤلاء النساء بالحرية؟ هل تشعرن بالأمان؟ أليس لهن الحق في الأمان؟ لماذا يسعى رجل - بشر مثلها - لانتزاع ذلك الحق منها، والقضاء على هذا الأمان بعنف، بأفعال دون رضاها، أفعال جارحة ومثيرة ومدمرة إلى الأبد ضد امرأة مسكينة.

سيداتى وسادتى أعضاء هيئة المحلفين،

لقد حان الوقت لاستنفار الجميع وإدانة كل هذه الانتهاكات لحقوق الإنسان، 25 نوفمبر هو اليوم العالمي لمكافحة العنف القائم على النوع الاجتماعي والعنف الجنسي، فلنستفد منه ولنحتج على هذه المواقف غير الأخلاقية وغير المقبولة.

إيلسا ريتش

معصوبة العينين، لقد اغتصبها الرجل: «فقدت كل شيء في ليلة واحدة» تشرح كارول. عليها أن تتعلم كيف تتعايش مع صدمة هذا المساء، لكن إعادة بناء الذات مسار محارب، عليها كذلك أن تبحث عن المساعدة، وهو ما فهمته بسرعة كبيرة، تجلس على حافة أريكتها وساقها متقاطعتان، تبحث كارول عن كلماتها، وجدت أخيراً الشجاعة اللازمة لتقديم شهادة مؤثرة لنا من خلال كسر حاجز الصمت. بعد مشهد العنف تركها المعتدي وغادر ببطاعتها البنكية وبعض الأشياء الأخرى، اتصلت بوالدها وصديقها اللذين قاما بإخطار الشرطة، بالنسبة لها لم ينته الكابوس بعد، «كان الوضع عنيفاً للغاية ولا يمكن تصوره لدرجة أنه كان يستحق فيلماً ... من الواضح أن الشرطة لم تصدقني في البداية» تتابع الشابة بحجزة مختنقة: «بعض أسئلتهم جعلتني أشعر وكأنني شاركت في ما حدث لي». لقد صور المعتدي جزء من عملية الاغتصاب مما مكن الشرطة من تعقبه، تم العثور على بصمات حمضه النووي في جميع أنحاء الشقة، ومع ذلك فإن العناية بمرحلة ما بعد الاعتداء لم تكن فعالة ولا منتظمة بما فيه الكفاية.

لقد وفرت لها جمعية فرنسا ضحايا 37 - التي تدعم ضحايا الجرائم الجنائية - دعماً نفسياً كبيراً، ما مكن كارول من الاستفادة من 10 جلسات أسبوعية، وهي طريقة تجمع بين حركات عيون الشخص والصور الذهنية التي تذكره بالمشهد الصادم، واليوم لم تعد كارول تستفيد من أي دعم أو متابعة نفسية، ومع ذلك تصر على التأكيد بنقص الرعاية طويلة الأمد للأشخاص الذين عانوا من حدث صادم: «الأمر المروع هو أننا كضحية لا نجد ما يكفي من المساعدة ولا من الإصغاء، بينما تمنح للمعتدي في السجن مساعدة نفسية. لم تعد الشابة لأشهر عديدة قادرة على البقاء بمفردها، غادرت وظيفتها وناديتها الرياضي وباعت شقتها لتؤجر مسكناً مشتركاً صحبة إحدى صديقاتها: «علينا كضحايا أن نسعى لتغيير حياتنا لكي نتحسن أحوالنا»

سيداتي وسادتي،

من الضروري طرح هذا السؤال: ما هي عواقب الاعتداء الجنسي في الطفولة على الحياة الزوجية للضحايا في مرحلة البلوغ؟ هل من الطبيعي أن تشعر نساء وفتيات اليوم بهذا الشعور بعدم الأمان، بالخوف، بالفرع، بالقلق؟ هل من الطبيعي أن تضطر هؤلاء النسوة إلى خفض رؤوسهن بدل المشي مرفوعة الرأس عندما يمررن أمام رجل خوفاً من التواصل البصري معه؟ ثمة عواقب قاسية إلى حد ما حسب الحالات يمكن أن تحدث في جميع جوانب حياة الطفل الضحية بعد أن يصبح بالغاً، خاصة على حياته العاطفية والجنسية، من العواقب الأكثر شيوعاً صعوبة الثقة بالآخر أو الثقة بنفسه وبمشاعره وعدم الثقة في الزوج، خاصة إذا كان من نفس جنس المعتدي، ومنها كذلك تناقض مشاعر الحب والكراهية والرغبة والاشمئزاز ... علاوة على ذلك، كما تقول لنا المادة 1 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان: «يولد جميع الناس أحراراً ومتساوين في الكرامة والحقوق، وهم قد وهبوا العقل والوجدان وعليهم أن يعاملوا بعضهم بعضاً

« صه نحن نغصب! »

إيلسا ريتش

سيدات وسادتي المحلفون،

إنني أتحدث إليكم اليوم لدعم قضية قريبة للغاية من قلبي، يسعدني الترافع أمام هذه الجمعية الموقرة لأنني أتحدث إلى الرجال والنساء ولكن بشكل خاص وقبل كل شيء إلى البشر القادرين على التعاطف وفهم المرارة التي تشعر بها المرأة عندما تتعرض لانتهاك حقوقها، هذا الانتهاك الذي يتخذ في كثير من الأحيان العديد من الأشكال مثل الاغتصاب، والتحرش، والاعتداء، وما إلى ذلك. كما فهمتم أنا هنا للتأكيد بالعنف الجنسي ضد المرأة والذي أصبح للأسف شديد التكرار ويتم تجاوزه في صمت بانتظام. للعنف الجنسي أوجه عديدة، وقد يصعب التعامل معه وإيقافه، فقد يكون اغتصاباً أو مضايقات متكررة أو إظهاراً للعورة أو اعتداءات عامة. الأرقام في هذا المجال صادمة هي الأخرى، خاصة فيما يتعلق بالعنف ضد المرأة، فقد تعرضت واحدة من كل 10 نساء للعنف الجنسي في حياتها، في حين أن 90٪ من الضحايا لم تنقم بشكوى، وحسب الجمهورية الفرنسية فإن «أكثر من 220 ألف شخص يتعرضون للاغتصاب أو محاولة الاغتصاب أو الاعتداء الجنسي كل عام في فرنسا، رغم ذلك لم تصدر المحاكم سنة 2018 سوى 966 إدانة بتهمة الاغتصاب و 1364 بتهمة الاعتداء الجنسي». لا يقتصر الأمر على عدد الضحايا الكبير، ولكن فوق ذلك، يوجد من بين ضحايا العنف الجنسي قصر وشابات في سن 13 وحتى فتيات صغيرات يتعرضن للاعتداء، وبحسب دراسة أجراها المعهد الوطني للدراسات الديموغرافية: «يتعرض طفل من كل خمسة أطفال للعنف الجنسي في فرنسا»، إن هذه التقديرات مخيفة وتدل على حجم ظاهرة تم تجاهلها لفترة طويلة مما أعطى مرتكبيها شعوراً بالإفلات من العقاب. غير أن العقليات تتغير شيئاً فشيئاً وألسن الضحايا تنطلق في هدوء أو في صخب، كما حدث لدى صدور كتاب لا فاميليا غراندى.

سيدات وسادتي،

علينا أن نمنح صوتنا لأولئك الضحايا الأكثر بساطة والذين تتجاهلهم وسائل الإعلام، كارول شابة في السابعة والثلاثين من عمرها تعيش في تورين، تروي تجربتها: في يونيو 2020 عندما عادت إلى منزلها بعد قضاء ليلة في الخارج مع الأصدقاء تعرضت لاعتداء وحشي من قبل شخص اقتحم غرفتها، الرجل كان مقنعا وكان يسرق شقتها فألقى بنفسه بعنف عليها واغتصبها وأوثقها. «حاولت أن أكافح في البداية لكن لم أستطع فعل أي شيء تتذكر الشابة التي كانت ترتجف والدموع تملأ عينيها. عاشت محنة وهي

روحية: «سألتهم، لكن لماذا؟ ما الخطأ الذي ارتكبته؟ فكان الجواب أن أصمت وألا أ طرح أسئلة.»

المادة 16 من الميثاق الأفريقي لحقوق ورفاهية الطفل: الحماية ضد إساءة معاملة الطفل
«تتخذ الدول أطراف هذا الميثاق إجراءات تشريعية وإدارية واجتماعية وتربوية معينة لحماية الطفل من كافة أشكال التعذيب، أو المعاملة غير الإنسانية أو المهينة، وخاصة الإيذاء البدني أو العقلي، أو إساءة المعاملة، بما في ذلك الاعتداء الجنسي أثناء رعاية الطفل لدى أحد الوالدين أو الوصي القانوني أو سلطة المدرسة أو أي شخص آخر قائم على حضانة الطفل».

«المادة 10 من القانون الدستوري رقم 015-2012

«يعاقب تعريض الطفل للتعذيب أو الأعمال البربرية بالسجن مع الأعمال الشاقة لمدة ست سنوات »

وعلى الرغم من هذه الكلمات الواعدة في موريتانيا لا يجرؤ على التحدث علانية سوى العدد القليل من الأطفال الناجين من الاعتداء الجنسي، إذ على هؤلاء أمثال روحية الذين يبلغون السلطات عنه أن يشقوا طريقهم ضمن نظام معطل لا يشجع الضحايا على الشكاوى، فالشكوى قد تؤدي إلى تعرضهم للصدمات / العقاب من جديد، بالإضافة إلى غياب خدمات الدعم المناسبة للضحايا.

سيدات وسادة أعضاء هيئة المحلفين، أيها الجمهور الكريم،

يخلف العنف ضد الأطفال آثارا مختلفة ويمكن أن يؤدي إلى الوفاة، ويسبب إصابات خطيرة، ويؤدي إلى اضطرابات في نمو الدماغ والجهاز العصبي، من أجل وضع حد لكل هذا العنف ضد هؤلاء الشباب، علينا أن نطبق بصرامة القوانين التي تحميهم وأن نتخذ ترسانة مناسبة لمساعدة الضحايا، هكذا نضمن حق تكافؤ الفرص لجميع الأطفال في هذا البلد.

شكرا لاهتمامكم.

متو جينغ

مبلغًا يوميًا، إن لم يحصلوا عليه قد يتعرضون لخطر سوء المعاملة.

ويتعرض هؤلاء الأطفال لأمر مختلف تتعارض مع حقوقهم، حيث يتركهم ذووهم غالبًا في المحظرة فيجبرون على البقاء هناك عرضة في الغالب للإيذاء الجسدي. أقدم لكم شهادة أحد هؤلاء الأطفال الذين لم تتحقق لهم العدالة.

«أطار، موريتانيا، 6 مايو / أيار 2009

- منذ الساعات الأولى من وصوله محظرة أطار تعرض أحمد للضرب عدة مرات واستمرت معاناته يوميًا على مدى الأشهر الأربعة التالية، استخدم «شيخه» أو معلمه جميع أنواع الأدوات المختلفة لمعاقبته هو وأصدقائه، فتم ربط بعض الأولاد الذين اعتبروا مثيرين للشغب في جذوع الأشجار وتركوا هناك لساعات في مواجهة الحر والجوع.

ويتضرع أحمد إلى الله قائلا: «أدعو الله ألا أضطر إلى ارتداء قميصي الممزق الذي أعطي به الندوب على ظهري مرة أخرى.»

في هذا البلد - كما هو الحال في العديد من البلدان الأخرى - يعم العقاب البدني المحاضر والمدارس الابتدائية النظامية العتيقة والعائلات، ويعتبر طريقة تعليمية مناسبة وفعالة وأحيانًا بلا حدود، يتحول العقاب من بعض الصفعات هنا وهناك إلى لكمات تؤدي إلى الإساءة التي تسبب الصدمة والمشاكل الخطيرة / الضرر لهؤلاء القاصرين.

سيداتي، سادتي، أعضاء هيئة المحلفين،

لذلك يجب تطبيق القوانين في موريتانيا من أجل تجنب هذا العنف غير الضروري والمذل.

هذا النوع من العنف ليس الوحيد في هذا البلد، فغالبًا ما تحدث اعتداءات جنسية على القصر (الفتيات بشكل أساسي)، لم يحاكم المسؤولون عنها إطلاقًا، بل تصبح الضحايا في كثير من الأحيان موضع اشتباه بدل أن تحظى بمساعدة العدالة.

أقدم لكم الآن الحالة الثانية والتي تظهر حالة قاصر عانت من العنف ولم يتم تحقيق العدالة لها.

«في يوليو / تموز 2016 فرت» روحية «التي كانت تبلغ من العمر آنذاك 15 عامًا من والدها الذي اعتدى عليها جنسيًا لالتماس اللجوء لدى رجل يبلغ من العمر 23 عامًا كان قد وعدها بالزواج منها، قالت إن هذا الرجل قام بعد فترة وجيزة بحبسها وتخديرها واغتصابها مع ثلاثة رجال آخرين، احتُجزت روحية لمدة أسبوعين إلى أن عثرت عليها الشرطة وأعادتها إلى المنزل الذي حاولت الفرار منه. قد أكدت للشرطة معرفتها أحد المعتدين فتم اعتقالها وإرسالها إلى السجن الوطني للنساء بتهمة ممارسة الزنا، تقول

«أرواح بريئة في محنة»

متو جينغ

العنف ضد الأطفال يعني أي شكل من أشكال إساءة المعاملة الجسدية أو النفسية أو الجنسية أو عدم العلاج الصحي الذي يسبب للطفل إصابة أو ضرراً نفسياً، وتعد إساءة استخدام السلطة أو الثقة من أنواع العنف ضد الأطفال.

سيداتى والساداتى، أعضاء هيئة المحلفين،

لقد قررت أن أتحدث عن العنف ضد الأطفال، وقد يبدو هذا الاختيار عامياً، لكنني أعتقد أن علينا العودة إليه لأننا لا نتحدث عنه بما فيه الكفاية، في الوقت الذي لا تزال هذه المشكلة حاضرة بشكل عام. الأطفال قد يتأثرون بسهولة أكبر بالأحداث الصادمة، وإذا ما تعرضوا لها لا يمكنهم التحدث عنها وإذا تحدثوا عنها في بعض الأحيان لا يؤخذ كلامهم مأخذ الجد.

يشمل العنف ضد الأطفال جميع أشكال العنف التي يتعرض لها الأشخاص حتى سن 18 سنة.

وقد يكون نفسياً تتسبب فيه عائلة القاصر أو جسدياً أو اعتداء جنسياً أو إهمالاً في حق قاصر، وعندما يتعرض الشخص لهذا العنف أثناء طفولته فإنه يؤثر على صحته ورفاهيته مدى الحياة.

تشير التقديرات إلى أن ما يصل إلى مليار طفل تتراوح أعمارهم بين عامين و 71 عاماً قد تعرضوا للعنف في جميع أنحاء العالم، ويستمر هذا العدد في التزايد في ظل الوضع الراهن.

في موريتانيا يواجه معظم الأطفال العديد من الصعوبات التي تعيق نموهم واكتمال تفقدهم، على وجه الخصوص فئات معينة من الأطفال هم الأكثر حرماناً وهم أطفال الشارع، والمتسولون، والأطفال في العمل، والأطفال المعوقون ...

ثمة على سبيل المثال من الآباء الموريتانيين من يرسل العديد من الأطفال إلى المدارس الخاصة (المحاضر) من أجل «تعديل» سلوكهم ليتم إيواءهم في هذه المدارس القرآنية غير الرسمية التي توفر تربية إسلامية، غير أن تكلفة التعليم الإسلامي زادت بسبب التحولات الاجتماعية والاقتصادية في البلاد، ولم يعد الكرم (التبرع بالمواد / الوجبات) كافياً لتلبية احتياجات الطلاب، وهذه التغييرات لها تأثير مباشر على نوعية حياة الطلاب الصغار الذين يُجبرون أحياناً على التسول لساعات من أجل إعطاء معلم القرآن الكريم

ملخص

- « أرواح برينة في محنة »
متو جينغ 7
- « صه نحن نغتصب! »
إيلسا ريتش 11
- « طفولة تقتل ومستقبل يحطم! »
مكفولة الطالب 15
- « فضيحة الزنا »
ليلي سيلا وفاتماتا جينغ 19
- « اتهام على خلفية من الميز العنصري »
بنتا كيسى وصفيتو سي 23
- « الحق في التعليم »
فاتو ماريجا 27
- « الختان في موريتانيا: طقوس بربرية »
كليمنس جومبو ونبيلا فرونينج 31
- « فيان المولودة إيزيدية »
فهد الرضواني 35
- « طفل بلا طفولة »
سكينة مولاي عبد المؤمن 39
- « من أجل موريتانيا أعدل »
الزين شمداد ومولاي ومدحي هاشم 43

مسابقة فصاحة الشباب الموريتاني الخامسة لصالح حقوق الإنسان

الأربعاء 2 يونيو 2021
نواكشوط

تصميم وإنتاج: المعهد الدولي لحقوق الإنسان والسلام - إبريل 2021

مدير النشر: آلان توريت

التنسيق: جوناثان بوشي - كليمنس بيسون - فريديريك أوليفو - ستيفان جيرار

التصميم التخطيطي: إيف ميسنيل ليتيليه

تدقيق: كليمنس بيسون - إيف ميسنيل ليتيليه

إن إعداد هذه المجموعة من المرافعات وتهيئة المسابقة هما نتيجة العمل الجماعي لفريق المعهد بأكمله والشركاء المرتبطين به.

تمت طباعة هذا الكتيب بدعم مالي من مصلحة التعاون والعمل الثقافي بالسفارة الفرنسية في موريتانيا.

لا يتبنى منظمو المسابقة ولا يرفضون الآراء التي يعبر عنها المرشحون؛ يجب اعتبار هذه الآراء خاصة بأصحابها.

5^{ème} Concours d'éloquence de la jeunesse mauritanienne pour les droits de l'Homme

مسابقة فصاحة الشباب الموريتاني لصالح حقوق الإنسان

Mercredi 2 juin 2021
Nouakchott

الأربعاء 2 يونيو 2021
أنواكشوط



TES MOTS SONT IMPORTANTS